

# LE M **ARXISTE** L **ENINISTE**

**JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML**  
GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

MENSUEL - JANVIER 1981

No 47

Prix: 5 Francs



Une vue de la manifestation du 13 Décembre 1980 pour l'unité contre tous les racismes (Phot. U.C.F.M.L.)

**MARAIS ~ BARBES; P.C.F. ~ VITRY**  
**QUESTION JUIVE; POLOGNE; CHINE**  
**JANVIER 67 A SHANGHAI; « LE REPOS**  
**DE PENTHESILEE »; LE POST-LENINISME**  
**LOGEMENT; C.P.A.Cs; TCHAD; SENEGAL**

# EDITORIAL

Une contre-tendance se dessine toujours AVANT que la tendance principale ait produit toutes ses conséquences. C'est une loi de la dialectique.

La tendance principale aujourd'hui - c'est notre expérience - est façonnée par la crise politique de la classe ouvrière et du peuple; par l'agressivité, y compris raciste et politicière, tant de l'État que du P.C.F.; par le repli individualiste des intellectuels; par les risques de guerre que suscitent l'expansion soviétique, la contre-poussée américaine, et l'acharnement des petits impérialismes, dont la France, pour préserver leurs positions; par la montée de la question nationale, mais sous hégémonie d'idéologies religieuses réactionnaires, tant en Iran (contre les américains) qu'en Pologne (contre les russes); par la décomposition du mouvement communiste international, en particulier sous l'effet de la ligne de contre-révolution idéologique actuellement dominante en Chine.

Il est clair que tous ces facteurs n'ont pas encore produit toutes leurs conséquences. Le sang-froid révolutionnaire exige qu'on se prépare à des troubles de toute nature, à des risques plus sérieux que ceux qui ont été connus jusqu'à présent.

Cependant, les points d'ancrage d'une contre-tendance existent dès aujourd'hui. Et tout notre effort d'avant-garde doit être de les découvrir, de les conforter, d'en produire l'unité politique dans le processus du parti marxiste de type nouveau.

1- Le procès contre-révolutionnaire machiné à Pékin contre la révolution culturelle et la ligne maoïste a des effets divisés, tant en Chine que dans le reste du monde. En Chine, il est clair que cette opération suscite jusqu'au sommet du Parti des troubles et des remises en question. La solidité de la ligne de Deng Xiao Ping n'est pas évidente. Les échecs économiques, les résultats très douteux de l'expédition au Vietnam, l'incohérence et le cynisme idéologiques, tout cela provoque résistances, inerties, luttes internes. La lutte de classe se poursuit.

Dans le reste du monde, il est clair que l'attitude ferme et le refus de céder des camarades Chiang Ching et Tchang Tchoung Tchiao ont suscité un véritable renouveau de l'intérêt de masse pour la Révolution Culturelle.

A nous de mener sur ce point la campagne d'éducation marxiste nécessaire. A nous de faire progresser, avec ces appuis, le bilan du léninisme, et la période nouvelle de la révolution et du processus communiste.

2- L'évolution de la situation au Cambodge, en Afghanistan, en Iran et en Pologne montre qu'il est impossible aux superpuissances de briser les peuples à leur guise. Partout, guerre de résistance, mouvements de masse, processus d'organisation, enlissent l'ennemi impérialiste ou social-impérialiste.

C'est là un puissant facteur pour retarder la guerre mondiale. La lutte entre les deux voies se clarifiera nécessairement au sein de la lutte nationale. Mais même l'émergence de bourgeoisies nationales, forgées dans le conflit contre les impérialismes actuellement dominants, serait un progrès historique important, favoriserait la paix, ouvrirait de nouvelles perspectives aux forces de la révolution.

A nous de populariser ces thèmes, et de pratiquer dans le peuple un soutien internationaliste à tous ceux qui affrontent les superpuissances.

3- La situation évolue lentement chez les intellectuels et chez les jeunes, lycéens et étudiants. La volonté d'y voir clair, le refus des idéologies de repli, font qu'une avant-garde d'interlocuteurs cherche à savoir si nous sommes bien un pôle de ralliement, si nous incarnons une perspective politique ample et solide. Les mouvements étudiants des dernières semaines, confus et douteux, charriant une «resyndicalisation»



égoïste, n'en portent pas moins témoignage de la fin de l'ère de l'atomisation et du n'importe quoi. Pour que la bonne politique se répande chez les étudiants, il faut bien que la mauvaise y structure des gens. Tout vaut mieux que le néant.

Dans cette affaire, deux choses jouent un rôle moteur: le combat de classe contre tous les racismes - avec comme pierre de touche le racisme du P.C.F. - peut devenir la grande cause de la jeunesse des années 80. Et l'existence d'un marxisme militant renouvelé, portant bilan de toute la période historique antérieure, réactivant l'idée communiste, peut rallier des intellectuels.

A nous d'être actifs et complets dans la consolidation de cette avant-garde, qui nous interroge, et pour laquelle nous devons être attentifs, patients, dans une ligne d'unification souple et argumentée.

4- Tout notre travail des dernières semaines, concentré entre autres choses par la manifestation Marais-Barbès, montre qu'à travers la riposte à l'antisémitisme et le thème de l'unité contre tous les racismes, nous pouvons rallier un camp, faire une force significative, dans une unité politique très grande. Élargir notre audience, celle des C.P.A.C., celle des P.A.E., passe par un travail assidu qui concentre dans l'antiracisme la lutte de classe sur deux fronts.

Les mots d'ordre:

\* «Stolér raciste, P.C.F. raciste, unité français-immigrés vaincra!».

\* «A bas l'État raciste, qui raflait les juifs en 42, qui massacrait les algériens en 61, qui expulse les immigrés et permet Copernic ! L'Histoire ne se répètera pas!».

, sont des grands mots d'ordre de classe. Qu'ils soient possibles, qu'ils soient efficaces, que nous en soyons les porteurs: autant de raisons d'avoir pleinement confiance.

5- Il est aujourd'hui possible, par un travail de masse prolongé de type nouveau, de rallier une avant-garde ouvrière dans les noyaux, de rallier une avant-garde populaire dans les C.P.A.C. Nos conférences de travail sur les usines, sur le front de classe de l'unité français-immigrés, sur les C.P.A.C., montrent à la fois où nous en sommes, et ce qui est possible. Elles montrent la tendance et la réalité de la contre-tendance.

Des écoles de noyaux ont plus de camarades ouvriers qu'elles n'en ont jamais eu. La feuille nationale des C.P.A.C. est sortie. Les thèmes d'action et de propagande sont clarifiés. Le but est clair: des noyaux et des C.P.A.C. partout ! De ce point dépend que la politique prolétarienne puisse être agissante dans les heurts à venir.

Il ne paraît pas que la campagne pour les élections présidentielles puisse modifier beaucoup la situation. A supposer même que, victime de son acharnement réactionnaire (dans l'ivresse de la victoire de 78), Giscard soit battu par Mitterrand, ceci n'aurait pour fonction que d'ACCÉLÉRER tous les processus de la crise.

Soyons les organisateurs de la contre-tendance. Que le processus du parti anticipe la recomposition de masse de la classe et du peuple. A bas l'attentisme ! Vive le marxisme !

# DEBATS

## CONTRIBUTION AU DEBAT SUR LA QUESTION JUIVE

Suite à la libre opinion sur la question juive publiée dans le ML 46, un camarade nous fait parvenir le texte ci-dessous. Nous nous réjouissons de voir le débat s'élargir. Nous sommes confortés dans la conviction qu'une avancée marxiste sur ce problème répond à une exigence de la conjoncture.

- I -

Je suis né dans une famille juive et y ait vécu mon enfance, et suis aujourd'hui militant maoïste. La libre opinion sur la question juive parue dans le ML no 46 est très intéressante en ce qui concerne le repérage des différentes tendances parmi les juifs, et l'affirmation que les juifs étant un peuple sans Etat, la question juive et les questions du communisme sont vivement liées.

La camarade affirme à juste titre que c'est l'espace du maoïsme qui permet de se saisir correctement de la question juive aujourd'hui, mais ce n'est nullement pas dans cet espace que se situent la plupart des issues qu'elle propose.

En effet, elle dit que «la réalité historique d'être juif n'a peut être pas pour nous aujourd'hui de 'contenu'», qu'elle est la reconduction sans fin de la contradiction entre l'universel et la survie, qu'elle (la camarade) se reconnaît dans l'impasse de Goldman, qu'elle la divise en soutenant la voie de l'enracinement maoïste dans les masses tout en reconnaissant que cela peut sembler paradoxal, et qu'elle pense en définitive que la tâche du juif d'aujourd'hui c'est de s'engager dans la réidentification des autres. Je suis sûr que la camarade ne passe pas sa vie à hésiter entre ces douloureuses contradictions, et qu'elle ne se situe pas non plus dans le même courant politique que celui qui animait Goldman, bien que nous reconnaissions son apport sur la question juive et qu'en même temps ses impasses dans son rapport à l'ensemble des questions de la révolution dans le monde aujourd'hui retentissent forcément sur son rapport à la question juive.

Alors, pourquoi toutes ces affirmations ? A cause du poids tenace en France au sein de la petite-bourgeoisie intellectuelle de la pensée de Sartre en ce qui concerne la question juive, ce poids provenant du fait que la plupart des courants se prétendant marxistes ont eu jusqu'à aujourd'hui sur cette question un rapport dogmatique, ossifié ou politiciard. Goldman se situait lui aussi largement dans le courant Sartrien. Quand il écrit qu'au fond de lui-même au moment de la guerre des 6 jours il éprouvait une certaine satisfaction à constater la force de l'armée juive, cela n'est pas plus excusable que les complaisances qu'avait Sartre à l'égard du sionisme.

Le courant maoïste, quand à lui, ne s'égare pas dans les spéculations existentialistes. Il soutient les peuples et les gens pour qu'ils affirment ou constituent leur propre identité, et non pas pour qu'ils en cherchent une dans celle des autres. Il ne découvre que les gens ont intérêt à s'enraciner dans les masses que parce que cela n'est pas une découverte du maoïsme, mais l'un de ses fondements et les maoïstes n'appellent pas les gens à s'enraciner dans les masses d'une manière générale et indifférenciée, mais selon leur spécificité ou leurs besoins. Ainsi, les médecins ou avocats juifs qui vivent un enracinement progressiste dans leur milieu professionnel l'ont choisi principalement parce qu'ils aiment ces professions, et cela bien qu'ils aient une sensibilité de «juif universel», ce que je ne nie pas.

Enfin, tout ce qui concerne les contradictions entre la survie et l'universel et entre le fait d'être d'ici et d'ailleurs en même temps, cela n'est pas propre aux juifs seulement, mais à toutes les minorités nationales dans leur identité de minori-

té, et à tous les peuples dans leur rapport au communisme. Le maoïsme affirme précisément que ces contradictions sont motrices du développement de l'humanité: ce sont les contradictions entre l'identité nationale et l'internationalisme, entre le particulier et l'universel, entre l'ancien et le nouveau.

- II -

Pour présenter mon propre point de vue sur la question juive, je commence en affirmant que la question du choix entre «sauver» les juifs et rester, même en disparaissant, le peuple élu, cela peut vouloir dire deux choses. Cela peut vouloir dire se laisser écraser tout en attendant l'intervention divine, voie que peu de juifs ont suivie. Et cela peut vouloir dire vouloir réaliser le «grand Israël» des Begin et consorts. D'une part cette seconde voie a un aspect commun à toutes les entreprises impérialistes. De ce point de vue il n'y a pas plus de peuple élu que de vocation africaine de la France.

Mais d'autre part, il faut reconnaître que ceux qui se sont comportés en peuples élus jusqu'à notre époque n'étaient pas du tout les juifs, mais ceux qui les combattaient, ainsi les puissances chrétiennes qui, pendant de nombreux siècles, ont sauvagement massacré les peuples au nom de leur mission évangélicatrice. Et si le peuple juif a survécu à tous ceux qui ont voulu l'exterminer, c'est justement parce qu'il n'a pas eu leurs pratiques, c'est parce que le respect des autres peuples l'a toujours guidé.

Quand les mouvements communistes se sont développés, beaucoup de juifs ont eu tendance à s'y intégrer, et à devenir de moins en moins juifs tout en restant farouchement opposés à l'antisémitisme et fidèles au droit des juifs à exister. Et quand les mouvements communistes ont commencé à dégénérer, leur rapport à la question juive a commencé à dégénérer aussi.

Tout cela fait pleinement partie de l'identité juive. Aux progressistes français qui constatent que partout les sionistes ou les assimilationnistes sont juifs eux aussi, je leur renvoie la balle en constatant que Giscard, Marchais, Le Pen ou Pétain sont français eux aussi, et que pour eux progressistes le fait d'être contre ces racailles politiques fait partie de leur identité française.

Le problème des rapports dialectiques entre les juifs et les mouvements révolutionnaires concerne d'autant plus l'identité juive qu'à la différence de Giscard ou Marchais, qui ont intérêt à rester ce qu'ils sont, les juifs eux n'ont pas intérêt à être sionistes ou assimilationnistes.

- III -

Pour moi, mon origine juive n'est pas plus une affaire individuelle que le fait d'être maoïste. Pour comprendre l'éducation qu'a voulu m'inculquer ma famille, éducation qui m'a forcément marqué, il faut que je comprenne les juifs, donc leur histoire, et les leçons à en tirer pour aujourd'hui. De ce point de vue mon principal espace historique national de référence ce n'est pas l'histoire de France, mais l'histoire des juifs, et surtout leur histoire depuis l'apparition des révolutions socialistes dans le monde. Nier cela serait une position du même type que nier l'importance pour les jeunes algériens de la seconde génération de s'emparer du bilan de la guerre de libération nationale du peuple algérien.

Est-ce que cela signifie qu'il faut alors s'emparer minutieusement de l'histoire de chaque pays dont les juifs proviennent ? Sur ce point, il faut savoir que les juifs ne se divisent qu'en deux grandes communautés historiques: les juifs ashkénazis et les juifs sépharades.

Les juifs ashkénazis sont issus d'Europe, soit qu'ils y vivent, soit qu'ils aient immigré aux U.S.A. ou en Israël, et les juifs sépharades sont issus des pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Pour les deux communautés, la question du rapport à l'Etat d'Israël est bien sûr très importante.

Pour la première, dont l'espace crucial de la génération précédente est l'Europe, ce qui est en question c'est aussi le bilan de la montée du nazisme, des guerres de résistance et de libération anti-nazies, et du nouveau visage de l'Europe depuis. Faut-il être pour le système politique et social des pays d'Europe occidentale, pour celui des pays d'Europe de l'Est, pour une voie moyenne entre les deux, pour une voie contre les deux et si oui, laquelle ? Voilà des questions importantes sur lesquelles les juifs ashkénazis se sont forgés des points de vue ou sont à l'écoute des perspectives d'avenir qui se dessinent. De même, leur sensibilité à la question du bilan de la période de Staline est vive et enracinée.

En ce qui concerne les juifs sépharades, c'est leur rapport aux luttes de libération nationale des peuples d'Afrique du Nord et du Moyen Orient qui est important. Ainsi, c'est sûr que le bilan de la guerre d'Algérie est aussi important pour les juifs rapatriés d'Algérie que pour les jeunes algériens de la seconde génération.

#### - IV -

Pour moi, être juif ou être fidèle à ses origines juives, c'est une identité précise. Cela veut dire différentes choses très claires:

1- Cela veut dire s'emparer de l'histoire du peuple juif et en faire l'écriture, parce qu'à ma connaissance il n'existe pas une histoire populaire du peuple juif. Au demeurant, cette

histoire commence par l'histoire des Hébreux, peuple qui a eu souvent à son époque une politique d'avant-garde sur la question de son indépendance nationale, sachant manier les replis tactiques, les alliances ou la lutte armée. Le rapport à la religion juive c'est notamment le rapport à un peuple qui a existé.

2- Etre anti-sioniste et anti-assimilationniste: la camarade a très bien développé ce point dans son article. Etre anti-sioniste, cela veut dire notamment soutenir le mouvement de résistance du peuple palestinien. De plus en plus de juifs se rallient à ce soutien.

3- Etre contre tous les impérialismes. Toute l'histoire des juifs jusqu'à l'erreur de ceux qui avaient soutenu la création de l'Etat d'Israël, donne force à cette simple affirmation.

4- Etudier les périodes révolutionnaires de l'histoire des juifs. La vie des juifs en URSS dans la période s'étendant de la révolution bolchévique à la mort de Lénine devrait être pour eux une référence aussi importante que la Commune de Paris pour les peuples du monde.

5- Participer pleinement aux mouvements populaires ou à leur naissance dans les pays où ils vivent, ce qui veut dire aussi tenir compte des situations spécifiques de ces pays. Ainsi, la nécessité de taire la question du sionisme dans les mobilisations d'après Copernic a été approuvée par la majorité des juifs anti-sionistes.

6- Concernant la communauté juive en France, outre le poids historique de la question juive dans ce pays, son existence fait partie de l'extraordinaire richesse multinationale du peuple de France.

Pour conclure, je dirai que l'identité juive n'a pas lieu d'être une impasse ou une question spécialement difficile à assumer. C'est plutôt un point d'appui, à condition d'avancer dans l'étude de l'histoire du peuple juif. C'est sur ce point que j'interpelle les progressistes juifs et non juifs.

Paris, le 14/12/1980 R.

## Coluchonneries

Deleuze et Guattari s'étaient mêlés, vers 72-73, de confectionner une petite philosophie de la nature (le désir est partout) pour justifier l'abandon révolutionnaire, et le retour aux petites machineries intéressées de l'individu.

Les voici au plus bas, soutenant Coluche.

Coluche est un pitre de septième ordre. Sa faconde au pinard bien-de-chez-nous fait système de la politique de bistrot et du « bon sens » ignare. C'est l'antique tradition chansonnière de l'anti-parlementarisme de droite: « tous des pourris, moi j'vous dis, j'vais faire un malheur ».

Coluche est un symptôme de crise, un vilain bouton sur la peau blême du système politique national. Il fait écho à Poujade, l'épicier des années 50, qui ratissait à grands coups d'antisémitisme et de démagogie fiscale les voix de la France des petits propriétaires. A l'époque, c'est le début du redressement impérialiste qui affolait les boutiquiers.

Aujourd'hui, c'est la crise.

Coluche est le Poujade de l'avant-guerre. Poujade était le Coluche de l'après-guerre.

La chance du pitre tient à l'ébranlement du dispositif syndicalo-parlementaire. Revendiquer derrière la CGT ou la CFDT ne rapporte plus rien, voter est sans issue.

Coluche est l'envers de Rocard. Le petit monsieur distingué, synthèse molle du Mai 68 de droite et du technocrate averti, a été abattu en rase campagne par le rusé Miterrand. Tous ceux qui rêvaient d'une impoture parlementaire pour calmer leur angoisse sont amers. La place est libre pour un démagogue sinistre dont on explique qu'il « dé-



règle le système», alors qu'il n'en est que la parodie amplifiante.

Coluche ne met rien en crise, c'est la crise qui le produit. Une mystification médiocre de plus.

Sifflons Coluche, il ne nous fait pas rire, comme c'est son métier.

Nous disons à Coluche, spectateurs forcés de son numéro: REMBOURSEZ !

# COMBATS

## Manifestation(s) MARAIS-BARBES pour l'unité contre tous les racismes



Samedi 13 Décembre, 600 personnes ont manifesté du Marais à Barbès contre le racisme et l'antisémitisme à l'appel des organisations maoïstes du pôle, des Permanences Anti-Expulsion avec le soutien des étudiants Sénégalais de l'Association des Étudiants Sénégalais en France (A.E.S.F.) et de l'O.C.F.M.L. Les mots d'ordre de la manifestation étaient :

- A BAS L'ÉTAT RACISTE DONT LA POLICE RAFLAIT DÉJÀ LES JUIFS EN 42, MASSACRAIT LES ALGÉRIENS EN 61, EXPULSE AUJOURD'HUI LES IMMIGRÉS ET REND POSSIBLE COPERNIC !
- CONTRE L'INTÉGRATION ET L'ASSIMILATION FORCÉE DU P.C.F., RESPECT ET UNITÉ EN FRANCE DE TOUTES LES COMMUNAUTÉS HISTORIQUES, CULTURELLES ET NATIONALES !
- FRANÇAIS-IMMIGRÉS, ÉGALITÉ DES DROITS !
- A BAS LES LOIS RACISTES DE BARRE-BONNET-STOLÉRU !
- APRES COPERNIC ET LES ASSASSINATS DE MARSEILLE ET COLOMBES, RIPOSTONS A CHAQUE ATTENTAT RACISTE !

Cette manifestation, petite par le nombre de gens qu'elle organisait, est pourtant un point d'appui très fort dans la conjoncture de l'après Copernic. La comparaison avec la manifestation parlementaire du Mardi 7 Octobre est très éclairante :

- d'un côté des centaines de milliers de personnes corsetées par les mots d'ordre « Bonnet-Démission », « Épuration de la police », une manifestation disputée par toutes les forces du parlement, et particulièrement par le P.S. et le P.C.F.,

une promenade sur le parcours ancien de l'union de la gauche et du Front Populaire, une démonstration contre le racisme qui « oublie » le racisme anti-immigrés et qui conduit à la passivité générale, à la démobilisation dans la période qui suit.

- de l'autre, des centaines de personnes, mobilisées par la clarté de la politique ouverte par les maoïstes, unis sur la nécessité neuve du parcours du Marais à Barbès, une manifestation conquise contre l'État et la police, la première démonstration dans la rue de convictions et de forces contre l'État et le P.C.F., contre les deux bourgeoisies.

Nous ne disons pas cela pour nous faire plaisir, par goût incorrigible des petites actions minoritaires. Nous voulons être des milliers, des centaines de milliers dressés contre le racisme et l'antisémitisme, contre l'État, les fascistes et le P.C.F. Mais nous savons aussi que dans les actions qui font réellement rupture aujourd'hui contre la société impérialiste, les gens ne se comptent pas par milliers. Nous savons cela et nous partons de la conviction que les choix que nous proposons et que nous menons mettent en jeu l'existence même d'un peuple et d'une classe ouvrière révolutionnaire en France, qu'il n'y a pas à négocier cette urgence. Nous nous y engageons les premiers avec pour arrière le processus d'édification du Parti Communiste de type nouveau.

600 personnes descendues dans la rue autour des maoïstes et des P.A.E., après une première manifestation réprimée, ce n'est pas rien. La manifestation que nous proposons était un acte radical, un engagement qui ne souffrait pas de tiédeur.

# 15 NOVEMBRE: UNE PREMIERE MANIFESTATION INTERDITE PAR LA POLICE. DÉFILE CLANDESTIN, PROCES, CAMPAGNE IMMEDIATE DE RIPOSTE.

La première manifestation, le Samedi 15 Novembre, l'avait bien montré.

L'Etat, faisant comme s'il apprenait le jour même que des inconnus allaient manifester, alors qu'une campagne publique se déroulait depuis plusieurs semaines sous la responsabilité explicite des organisations signataires (U.C.F.M.L., C.P.A.C., Groupe Foudre, P.A.E., UTTF-UETF-Cete-travailleurs et étudiants de Turquie), avait envoyé sa police par surprise pour interdire toute démonstration dans la rue. Son but général était en fait d'empêcher l'émergence d'une force prolongée contre tous les racismes; son moyen particulier était de faire sentir que le consensus parlementaire ne protégeait pas les manifestants, qu'ils devaient s'attendre à de durs combats. La police voulait donc intimider, décourager, disperser. Elle n'a pas réussi.



Malgré les arrestations (17), malgré les brutalités, une manifestation s'est quand même tenue, rapidement et à 200 certes, mais elle matérialisait déjà notre volonté de tenir ce combat. Cette première bataille clarifiait la question des forces:

- on a vu la police gangrenée par l'antisémitisme. Dans les commissariats, dans les compagnies de C.R.S. ce ne sont pas seulement les immigrés - les arabes et les africains - dont on se gausse, ce sont aussi les juifs, les «youpins». C'est un capitaine de CRS qui affiche son antisémitisme. C'est toute une histoire en continuité avec la rafle du Vel d'Hiv dont la police est fière, dans le fond.

- on a vu la population du Marais se rassembler autour des cars où étaient parqués les interpellés pour réclamer le droit de manifester contre l'antisémitisme, pour soutenir que l'Histoire ne se répète pas.



- on a vu la détermination des maoïstes de s'engager à la fois contre l'anti-sémitisme et le racisme anti-immigrés, de gagner sur le principe: «il faut manifester du Marais à Barbès».

L'intervention policière s'est alors en partie retournée contre l'Etat. La police a brutalisé des journalistes qui voulaient témoigner de ce nouveau combat, mais elle a dressé contre elle une bonne partie de la presse.

L'Etat a fait inculper 4 manifestants, mais s'est trouvé ensuite en piteuse posture sur cette affaire et a du reculer. Les avocats, immédiatement mobilisés, obtiendront la libération des 4 dès le lendemain et au procès le 28 Novembre les «témoins» policiers ont préférés ne pas se montrer pour ne pas être mis sur la sellette. Au total, le tribunal ne retiendra que 3 légères amendes pour «bris de véhicules administratifs» (c'est-à-dire des cars où étaient enfermés les gens arrêtés) et une seule condamnation à 15 jours avec sursis pour outrages à agent; un des quatre sera même totalement relaxé. A l'heure des condamnations par charrettes entières (après le 23 Mars, contre les minorités nationales...), ceci représente une victoire et confirme que, face à une mobilisation décidée et organisée, l'Etat n'est pas à l'aise sur cette question de l'antisémitisme.

## PRÉPARATION POLITIQUE DE LA DEUXIEME MANIFESTATION.

Nous ne nous en sommes pas tenus là. Il fallait une manifestation complète, ample et développée. Ce point n'était pas à discuter. Il en allait de notre identité de révolutionnaires.

Nous appelons donc avec les P.A.E. à une réunion de bilan et de mobilisation le mercredi suivant où nous annonçons notre volonté de préparer une nouvelle manifestation. Des débats forts intéressants s'y mènent sur la question de l'antisémitisme et du P.C.F. et qui vont orienter notre nouvelle campagne.

### A propos de l'antisémitisme:

- \* Certains (les organisations de la Maison des Travailleurs Immigrés) continuent de dire: «l'antisémitisme est un faux racisme. Il permet aux bourgeois de se faire passer à bon compte pour antiracistes. Il faut continuer comme si de rien n'était le combat contre le racisme anti-immigrés». Et ils font comme si le P.C.F. n'avait pas engagé après Copernic une grande campagne raciste, et en fait ils ne font rien sur rien, même pas contre les attentats à Marseille, Colombes... En réalité, ces gens-là sont très perméables à l'antisémitisme (ils disent d'ailleurs que combattre l'antisémitisme, c'est déjà être un peu sioniste), comme ceux qui disent après Copernic: «mais les juifs, ce sont des bourgeois, Copernic, c'est le 16ème arrondissement». L'antisémitisme, comme pièce d'une politique fasciste, a depuis longtemps joué là-dessus pour se présenter comme un pseudo anti-capitalisme, c'était encore le thème de la campagne Poujade en 1956.

- \* D'autres disent, après la manifestation interdite: «finalement, l'antisémitisme n'est pas très important en France». C'est paradoxal de tirer cette leçon de la manifestation puisque son interdiction montrait bien qu'elle faisait problème. En fait, ces gens avaient dans l'idée que ce qui est important, c'est ce qui est parlementarisé, ce qui met en branle les partis de gauche. Ils n'ont pas vu ces forces du Marais à Barbès, alors ils sont prêts à démissionner déjà. Ils intériorisent l'attaque de l'Etat comme une preuve de leur faiblesse, non de leur force.

- \* Il y a tous ceux qui sont contre l'antisémitisme, mais qui ne voient pas bien sa fonction actuelle, ce que cela va changer.

Dans ces débats, nous répondons que l'antisémitisme est une donnée très ancienne de la politique bourgeoise en France (de l'affaire Dreyfus à Poujade en passant par Vichy) et tout particulièrement dans les périodes de crise et de montée des risques de guerre; que l'attentat de la rue Copernic est d'un côté en continuité avec cette histoire et de l'autre ouvre à une nouvelle conjoncture: celle des racismes violents, des agressions chauvines, celle du renforcement des politiques de divisions du peuple, d'exacerbation des contra-

## LA RAFLE DU VEL-D'HIV' DE 1942

Dès le 3 Octobre 1940, Vichy promulgue à sa propre initiative un «statut des juifs» pour la «zone libre»(!) qui recense les juifs, les chasse des emplois administratifs, fait également dès cette date interner les juifs étrangers dans des camps spéciaux. La moitié des juifs vivant alors en France étaient étrangers, ayant fui l'Allemagne ou les pays envahis par les nazis.

Le 21 Juin 1941, une loi établit un numerus-clausus pour les étudiants juifs.

Le 15 Juillet 1942, dans la région parisienne qui appartient à la «zone occupée», la police et la gendarmerie française procèdent à une grande rafle de la population juive. 9000 hommes, tous français, arrêtent 13 000 juifs de toutes nationalités dont 4000 enfants. 8000 seront emmenés au vélodrome d'hiver, 5000 à Drancy. Laissés à croupir pendant 7 jours dans des conditions effroyables, ils seront ensuite déportés vers l'Allemagne en wagons à bestiaux. De ces 13 000 personnes, il n'y aura que 20 rescapés et aucun enfant.

Du côté de la «zone libre», en Aout et Septembre 1942 Vichy remet aux nazis 10 000 juifs étrangers, internés depuis près de 2 ans dans les camps français.

(NOTE: Le «ML» publiera prochainement un article sur l'histoire de l'antisémitisme en France).

dictions pour rassembler autour de l'Etat impérialiste les «bons français». La manifestation parlementaire du Mardi a tiré ce bilan de l'attentat: «il faut défendre les français, il faut défendre les juifs en tant qu'ils sont assimilés, et la force pour cela ce sont les partis du parlement et l'Etat».

Pour nous, combattre l'antisémitisme, c'est défendre une unité du peuple sur la base du respect de chacune de ses communautés, historiques, culturelles et nationales. Mais cela, c'est un combat de classe car cette unité se construit dans les combats politiques d'aujourd'hui contre l'impérialisme. Combattre politiquement l'antisémitisme pour nous ce n'est pas principalement défendre en soi la force de la communauté juive, c'est s'opposer aux nouveaux courants pro-impérialistes en construisant une nouvelle unité politique du peuple autour d'un Parti Communiste de type nouveau. C'est la conception maoïste du peuple et du prolétariat qui permet à l'ensemble des forces sociales, des communautés du peuple de se déployer librement dans le combat anti-impérialiste. C'est pour cela que nous nous engageons pour notre propre compte pour manifester du Marais à Barbès et pas principalement «derrière» la communauté juive. C'est cette position qu'ont défendu les C.P.A.C. dans les quartiers et les cités, les noyaux communistes dans les usines, les unités U.C.F. dans les foyers...: Manifester aujourd'hui contre tous les racismes, il en va de l'identité du peuple, de la classe ouvrière, de chacun de nous et pas seulement des juifs. L'antisémitisme est une idéologie bourgeoise, le nom de tous les racismes, l'appel aux violences anti-populaires et aux rassemblements réactionnaires. Combattre l'antisémitisme est une affaire de classe pour refuser cette idéologie et cette histoire, pour travailler à un peuple politique, à une classe ouvrière dirigeante. C'est pour cela que nous lions ce combat à celui contre le racisme anti-immigrés qui attaque directement l'unité du prolétariat international de France et celle du peuple (français et immigrés).

### Le P.C.F. raciste.

Le P.C.F. tirera de manière offensive son propre bilan de l'attentat de la rue Copernic et de la manifestation du mardi 7 Octobre: «puisque l'époque est au racisme violent contre les fractions du peuple non assimilées à la société impérialiste, rivalisons avec les fascistes et l'Etat pour organiser nous-mêmes une politique dans cet espace».

Voilà ce que fait le P.C.F. immédiatement après. Il

faut bien réfléchir à pourquoi sa campagne raciste ignoble prend de l'ampleur A CE MOMENT, pourquoi elle ne rencontre pas d'obstacle sur la scène parlementaire mais au contraire fixe des orientations, des directives reprises par toutes les forces bourgeoises. Le P.C.F. appelle à répartir équitablement les immigrés dans toute la France (quelle ignominie que de traiter en charges une partie fondamentale de la classe ouvrière productive!). Il appelle les bons français à s'organiser avec lui pour occuper les logements des immigrés en trop. Pour lui, il y a trop d'immigrés quand il y en a assez pour former une communauté spécifique, avec ses réseaux de solidarité, ses coutumes, sa vie et ses forces propres. Pour lui, la seule force qui a droit à l'existence, c'est celle des petits blancs, des ouvriers français corrompus par l'impérialisme et le racisme, des gens bien intégrés, c'est-à-dire vivants des miettes du système.

Il s'agit pour lui de ressouder cette force, de relancer la nouvelle bourgeoisie dans une politique chauvine et raciste de redressement de l'impérialisme français.

Les débats après la première manifestation montrent bien que l'opposition à cette politique du P.C.F. devient le point-clé de l'engagement anti-raciste aujourd'hui.

Beaucoup approuvent plus ou moins ouvertement cette politique: le P.S. emboîte le pas, «Le Monde» dit: «il y a des problèmes sociaux avec les immigrés qui ne sont pas assimilés comme les juifs le sont. Il faut donc les répartir». D'autres n'approuvent pas, mais n'osent pas se dresser contre le P.C.F., car ils n'ont pas confiance dans la possibilité d'un travail politique révolutionnaire, dans les maoïstes. Ils ne pensent que forces syndicales, ils rejettent la politique maoïste et ils sont tout frileux.

Il y a ceux qui se rassurent: cette politique du P.C.F. serait principalement une politique des mairies P.C.F. et quand le P.C.F. en fait une affaire plus large, ce serait seulement dans une visée électoraliste. Ces gens ne voient le P.C.F. que comme pouvoir sur une partie de l'appareil d'Etat ou comme force électorale; ils se rassurent en disant: «le P.C.F. n'a pas le pouvoir central et ne gagnera pas les élections». Or le P.C.F. est un parti qui fait une politique, c'est-à-dire qui organise des forces. Ces forces se reflètent plus ou moins en force électorale, s'appuient sur les mairies, mais elles existent par elles-mêmes aussi et visent à transfor-

## LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE 1961

Pour protester contre l'instauration d'un couvre-feu réservé aux Algériens, le F.L.N. organisait ce jour-là une manifestation pacifique sur Paris. Venus de Nanterre, de toutes les banlieues ouvrières, des milliers d'Algériens, hommes femmes et enfants, les mains nues, bravant le couvre-feu, s'avançaient par vagues concentriques vers le centre de Paris.

La police parisienne organisa une tuerie sans précédent depuis la Commune. A Nanterre, Neuilly, sur les grands boulevards, dans le quartier latin, la police (celle à képis de l'ordinaire policier) chargea le peuple Algérien, le parquant sur les quais de métro, dans les autobus, le battant à mort en pleine rue ou dans les sous-sols de la Préfecture, jetant à la Seine des hommes après leur avoir passé les menottes.

Ce massacre public n'entraînera pas de riposte politique en France. Les Algériens pourchassés par la police qui voulaient se réfugier sur les grands boulevards au siège de «L'Humanité» en seront empêchés par les responsables du journal qui feront fermer les portes: les algériens se feront massacrer sur le trottoir d'en face. Les jours suivants, des corps d'Algériens passaient en flottant dans la Seine devant Billancourt: les partis et syndicats ne jugeront pas nécessaire de s'engager sur cette affaire.

On estime à 200 le nombre d'Algériens massacrés ainsi de sang-froid, par balles mais surtout par noyades ou battus à mort.

mer la situation dans le peuple, dans la classe ouvrière, à organiser un camp politique. On le voit bien quand le P.C.F. s'attaque à la présence des immigrés dans les écoles. Il ne s'agit pas de séparer deux ensemble sociaux: les français et les immigrés, mais surtout de souder un camp sur une conception réactionnaire de l'école. C'est pour cela que nous disons: le P.C.F. est un parti raciste et il faut combattre sa politique.

Nous prendrons dans notre campagne comme point central de notre attaque sa politique de répartition (adossée à son idéologie du seuil de tolérance).

### Propositions de travail dans toutes les directions.

Nous faisons campagne pour une nouvelle manifestation, complète et déployée cette fois. Nous appelons à des réunions sur cette base dans les foyers, les lycées, les quartiers. Les Noyaux communistes ouvriers organisent le débat dans les usines sur la nécessité pour la classe ouvrière de s'emparer de cette cause; certains avaient déjà appelé à des premières grèves dans les usines pour affirmer son existence contre les attentats racistes comme celui de Colombes.

Nous organisons tous les mercredis une permanence centrale à Paris où passent des groupes de femmes des quartiers populaires, des étudiants, des gens individuellement rattachés au projet de la manifestation. Nous y expliquons l'état de la campagne, nous y organisons une extension de la propagande.

Nous allons déclarer à la police le projet de nouvelle manifestation, celle-ci préfère l'enregistrer plutôt que d'avoir de nouveau à quadriller le Marais et à y rafler.

Nous continuons le travail prolongé de ralliement d'organisations les plus diverses à ce projet. L'A.E.S.F. se déclare prête à soutenir la manifestation en dépit, mais aussi en dialectique, avec, la répression dont ses membres sont victimes après l'occupation de l'ambassade du Sénégal à Paris. L'O.C.F.M.L. se rallie également, mais les camarades de Turquie ne reviennent pas discuter du projet. Les autres organisations d'extrême-gauche, plusieurs fois invitées, font la sourde oreille et pour certaines préfèrent travailler à leur candidature aux élections présidentielles. Enfin, le mouvement des juifs de gauche s'est entre temps complètement éclaté sur la question: être indépendant ou réformer les partis dits de gauche. Cette dernière voie l'emportera et entraînera la fin du mouvement.

Nous engageons une campagne de presse avec communiqués et articles. La presse fera complètement obstruction, protégeant le consensus parlementaire, niant l'existence même d'une politique indépendante des deux bourgeoisies, s'engageant souvent assez loin dans le soutien à la politique raciste du P.C.F.

### LA MANIFESTATION DU 13 DÉCEMBRE.

La manifestation se tiendra donc le 13 Décembre, capitalisant le double aspect de notre campagne: le travail politique dans les masses fondamentales, la campagne dans l'espace démocratique révolutionnaire.

600 personnes viendront, soit une représentation frappante de la fraction immigrée du prolétariat et des détachements du peuple des cités, des jeunes non-scolarisés ou des lycéens, des petits groupes d'étudiants, et enfin de nouvelles individualités ralliées à la justesse de ce combat et de ces mots d'ordre, en particulier ceux qui attaquent les deux bourgeoisies comme celui-ci, très repris: «STOLÉRU = RACISTE, P.C.F. = RACISTE, VIVE L'UNITÉ DU PEUPLE». C'est cette dimension qui est nouvelle et qui a donné à cette manifestation une unité toute particulière. Une caractéristique très forte était la clarté de cette manifestation, inscrite dans son parcours (du Marais, quartier où il y a beaucoup de juifs, à Barbès, quartier où il y a beaucoup d'immigrés) et dans ses mots d'ordre. Clarté ralliante, qui n'autorisait pas de faux fuyants dans les prises de positions politiques.

Cette manifestation est un point d'appui: elle montre que l'Histoire des démissions ne se répétera pas, qu'il y a des gens prêts à avancer même si ils sont un petit nombre, que les organisations maoïstes et les Permanences Anti-Expulsions frayent la voie et alors rallient. Les P.A.E. appelleront à une réunion de bilan de cette manifestation pour orienter la nouvelle phase du combat antiraciste, en particulier contre le racisme civil. L'U.C.F.M.L. expliquera dans la manifestation pourquoi elle s'y est engagée, en quoi le processus concret d'édification du Parti de type nouveau, de développement des noyaux, des C.P.A.C., était un arrière fondamental pour mener ce travail.

Pour continuer le combat contre tous les racismes, elle soutiendra l'appel des P.A.E. mais elle proposera aussi aux gens intéressés par les questions de la politique dans son ensemble et du Parti de venir travailler avec elle dans les différentes organisations maoïstes du pôle.

Nous comptons tout spécialement continuer dans l'espace du travail de masse fondamental la campagne contre la politique raciste du P.C.F. Nous continuons également le combat contre l'antisémitisme en travaillant d'une part sur l'histoire de cette question en France, en développant d'autre part la débat sur le contenu de la question juive aujourd'hui et pour les maoïstes.

Tout ce travail s'inscrit dès maintenant dans le cadre de la préparation du meeting à la Mutualité le Samedi 28 Février 1981, où l'on montrera et développera l'ensemble de notre politique.



# Le P.C.F. attaque un foyer à Vitry

Riposte dès le 3 Janvier: 400 personnes manifestent à Vitry contre le commando du P.C.F.



La veille même de Noël, le P.C.F. est passé à l'acte. Il a attaqué le foyer ADEF de Vitry où venaient d'emménager 300 travailleurs Maliens logés précédemment dans un foyer-taudis de Saint-Maur. Maire en tête, 50 membres du P.C.F. ont saccagé le foyer: les entrées avec un bulldozer, les conduites de chauffage à la masse... Il l'a fait au grand jour, l'a revendiqué ensuite, en a fait un axe ouvert de sa propagande appelant même sur cette base à une manifestation le 10 Janvier à Saint-Maur.

Le lendemain du jour de l'an, il a continué: il a jeté à la rue à Bagnolet plusieurs dizaines d'ouvriers algériens sous le prétexte que leurs hôtels étaient insalubres et il leur a fermement conseillé d'aller se faire reloger ailleurs, en particulier dans le foyer Sonacotra de Villemomble, où il s'était battu pour que la grève échoue, pour que le foyer reste une prison, pour que les résidents soient sans force face au gérant.

Notons déjà que le P.C.F. après Copernic franchit une nouvelle étape dans sa politique raciste, qu'il choisit de le faire dans les périodes de fêtes (à la même période où les Vietnamiens envahissaient le Kampuchéa en 78, où les russes rentraient en Afghanistan en 79, comme si la démonstration de force brutale était d'autant plus ténanisante qu'elle prenait les gens au moment de leur atomisation maximale). On l'avait déjà vu: plus le P.C.F. ment ouvertement, plus il affiche sa force terrorisante. Cette fois, plus il «scandalise», plus il compte capitaliser pour renforcer son camp.

Une ignoble campagne, en particulier du journal «Le Monde», s'est engouffrée dans cette brèche sur le thème: «Les immigrés sont un problème, tous les français sont racistes. Le P.C.F. a raison de vouloir répartir les immigrés. Il a seulement tort de le faire si brutalement». On a revu la petite bourgeoisie se rassurer en disant: «Le P.C.F. mène là seulement une manoeuvre électorale». Stoléru a renchéri sur le même thème avec ce point de vue de l'ancienne bourgeoisie qu'il n'y a pas intérêt à ce que le débat sur le P.C.F. mène trop loin. Une autre façon de dévoyer le débat est de dire: «Il s'agit là de politiques de municipalités P.C.F. confrontées à la légitime question de la gestion des finances communales». C'est ainsi que le P.S. soutient son ralliement à la politique de répartition du P.C.F.

## UNE RIPOSTE NÉCESSAIRE:

Action de commando donc de type fasciste, contre laquelle il était vital de se dresser. Entre Noël et le jour de l'an, nous faisons campagne sur les thèmes:

- LE PCF EST RACISTE. Sa justification bourgeoise, c'est «la lutte contre les ghettos». Un ghetto, c'est une communauté qui vit séparée. Le P.C.F. prétend qu'il s'attaque à une séparation organisée par la droite et accep-

tée par les immigrés. En fait, il est acteur de cette séparation: en combattant le mouvement Sonacotra qui s'attaque aux foyers-prisons, en distinguant les immigrés pour les «répartir». En fait, il s'attaque à l'existence communautaire qu'il ne pénètre pas, qui fait force pour les immigrés, sans faire pour eux séparation d'avec les français. Il développe une vision corrompue du peuple, accrochée aux miettes des finances locales. Il attise les contradictions dans le peuple et il utilise ces tensions impuissantes pour organiser.

- Le P.C.F. est un parti de l'impérialisme. Parti qui fait un camp politique dans le peuple et pas seulement une force électorale ou des municipalités. Face à la crise, il organise les «bons français» pour préserver les privilèges de l'impérialisme contre les exclus: les immigrés, les «cas sociaux», les jeunes... Le P.C.F. rivalise avec l'ancienne bourgeoisie sur ce terrain.

- Contre lui, il faut s'organiser. Ce n'est pas vrai que tous les français sont racistes, que tous les immigrés se séparent du peuple et s'isolent. Les problèmes réels dans les cités, discutons-en dans le peuple en partant de la volonté d'unité et de se constituer en force indépendante. Organisons-nous pour cela dans les C.P.A.C. Travaillons dès maintenant à freiner cette aggravation des tensions dans le peuple, refusons l'embrigadement de type fasciste du P.C.F. Contre le coup de commando, l'indignation spontanée ne suffit pas. Il faut manifester qu'on existe contre eux et contre leur politique de répartition.

L'U.C.F.M.L., les C.P.A.C., les P.A.E. appelleront à une manifestation à Vitry pour le 3 Janvier. Un certain nombre d'organisations locales de Vitry y appelleront également de leur côté.

Ce Samedi matin, environ 400 personnes sillonnent ainsi les rues de la ville, les cités populaires en criant:

\* «CONTRE STOLÉRU ET LE P.C.F., UNITÉ AVEC LES RÉSIDENTS DU FOYER !»

\* «COPERNIC, MARSEILLE, VITRY: A BAS TOUTES LES POLITIQUES RACISTES !»

\* «DANS LES QUARTIERS, DANS LES ÉCOLES: VIVE L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS !»

\* «P.C.F.: RACISTE ! STOLÉRU: RACISTE ! VIVE L'UNITÉ FRANÇAIS IMMIGRÉS !»

Bravant le P.C.F., ce tigre en papier, la manifestation fera la preuve de ce que tout le monde ne marche pas avec le P.C.F. ou Giscard, de ce que même pendant les fêtes, un camp antiraciste peut se former, oser affronter la politique du P.C.F. et travailler à son élargissement dans le peuple.

Le Samedi après-midi, le C.P.A.C. de Vitry appellera à une réunion de bilan et d'organisation sur Vitry même.

# ORGANISATIONS

## LA FEUILLE DES C.P.A.C.

Cette feuille inaugure la nouvelle dynamique qui doit, nous le souhaitons, animer les Comités Populaires Anti-Capitalistes. C'est la première d'une série de feuilles portant sur des points essentiels de la conjoncture telle que nous l'analysons. Ces premiers points sont les suivants: les jeunes immigrés, les chômeurs (deux groupes sociaux issus de la crise), l'école et la santé (deux institutions transformées par la crise).

Aujourd'hui, la crise est partout. Pour les C.P.A.C., ce ne sont pas les tâches qui manquent. Pour y faire face, les C.P.A.C. doivent acquérir une stature d'organisation nationale, ayant son organe central, sa politique définie à l'échelle nationale. Pour soutenir la progression des C.P.A.C. vers ce but, une Commission de rédaction d'un matériel central des C.P.A.C. a été créée. Son rôle est de proposer les premières formulations d'axes de travail commun aux différents C.P.A.C. et de leur procurer un premier matériel de propagande commun: ce sont les feuilles sur les points mentionnés cidessus.

### POURQUOI TRAVAILLER SUR LES GROUPES SOCIAUX ISSUS DE LA CRISE ET POURQUOI SUR LES JEUNES IMMIGRÉS ?

Ce choix vient de l'expérience de plusieurs Comités. Il est confirmé par l'analyse de la conjoncture d'ensemble.

La crise, c'est la «restructuration économique». Cela, tout le monde le sait, c'est officiel. Fermeture d'usines, chômage-travail précaire, réduction de la prise en charge par les organismes d'État: déchirant les accords passés dans la période de «prospérité», le capital, sous la direction de M. Barre, remet brutalement les ouvriers à ce qui est, suivant sa loi, leur véritable place: celle de marchandises soumises aux règles du marché.

Dans l'étape actuelle, ce que provoque la crise, ce n'est pas encore la misère économique générale et massive des ouvriers et du peuple. Ce que la bourgeoisie vise directement, c'est l'identité sociale et politique des groupes et des individus: c'est leur capacité individuelle et surtout collective à réagir, à résister. Ce ne sont pas seulement les usines et les machines que la bourgeoisie détruit pour les transformer, c'est la classe ouvrière, c'est le peuple dont la réalité ancienne - celle qu'on a vu en Mai 68 et dans les années qui ont suivi - est détruite.

Mais une nouvelle réalité populaire et ouvrière est dès maintenant en train de se former.

De nouveaux groupes sociaux font leur apparition, dans la vie sociale, mais aussi, dans une certaine mesure, sur la scène politique: les chômeurs, les jeunes immigrés...

Les «jeunes immigrés» - ou encore «la deuxième génération», car, ayant pour la plupart toujours vécu en Fran-

### FEUILLE SPECIALE DES



C  
P  
A  
C

### LES JEUNES IMMIGRÉS, GENERATION DE LA CRISE, QUEL AVENIR POUR EUX DANS LE PEUPLE ?

«JEUNES IMMIGRÉS» - JEUNES DE L'ÉTRANGER, A QUI CELA PROPREMENT ?  
LE PEUPLE DES JEUNES IMMIGRÉS  
«UNIONNÉ, ALI, KADEN, SAMUEL, ET LES AUTRES...» LES JEUNES AVEC UN  
NOM ÉTRANGER  
«... QUE PROPOSERONS-NOUS ? ...» DE NOUVEAUX PROPOS  
«LE TRAVAIL DES C.P.A.C. AUJOURD'HUI ET DES DEMAINES ?»  
«NOTES PLUS COURTES» - A T.C.F. (voir ailleurs) - «C.P.A.C. pour les  
jeunes immigrés» - Comité Central - 10, rue de la République - 75001 Paris, 15  
octobre 1981.

### COMITÉS POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES

ce, ils ne sont pas exactement des immigrés - ces jeunes qui sont dans certaines banlieues la majorité de la jeunesse ouvrière, pour le moment ont surtout existé comme cible de toutes les forces politiques bourgeoises: des fascistes au P.C.F., en passant par les flics de l'État giscardien. Leur identité, ils la ressentent, c'est naturel, de façon négative: ils sont des «exclus», des révoltés pessimistes.

Sur le cas de ces jeunes, la logique Étatique, répressive, ségrégative, des partis de la société impérialiste, surtout du P.C.F., dévoile toute son ignominie anti-populaire: voilà un terrain qui s'ouvre à nous, et sur lequel la logique des C.P.A.C., logique d'unité politique du peuple, d'unité révolutionnaire contre la société impérialiste, a de quoi faire ses preuves.

Faire de la résistance contre l'exclusion des jeunes immigrés un point de cristallisation d'une nouvelle conscience anti-capitaliste, pour cette résistance rallier aux C.P.A.C. une avant-garde populaire chez les jeunes eux-mêmes et chez les autres gens du peuple, voilà des tâches enthousiasmantes qui s'offrent aux C.P.A.C.

Pour soutenir ce travail, la feuille comprend plusieurs articles:

- une interpellation de tout le peuple sur à qui profite le courant de mépris, d'isolement et de répression des jeunes... un appel à se mobiliser quand ils sont attaqués
- un dialogue entre jeunes et membres d'un C.P.A.C., permettant de montrer les différents courants existant aujourd'hui chez les jeunes immigrés; en particulier en montrant que les «durs» prônant l'isolement entre jeunes... sont souvent défaitistes.
- ce que les C.P.A.C. proposent concrètement comme première tâches aux jeunes.
- ce que sont les C.P.A.C. aujourd'hui.

## abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F  
soutien : 100 F et plus !

L'abonnement (de soutien en particulier) est un moyen sûr de se procurer le journal régulièrement et de contribuer à son amélioration continue. En s'abonnant, on reçoit également toutes les brochures signées de l'U.C.F.M.L. parues aux Editions Potemkine dans le courant de l'année. L'abonnement couvre 12 numéros (quelque soit le rythme de publication effective).

Pour s'abonner (ou POUR TOUS AUTRES CONTACTS), écrire à l'adresse suivante: «Le Marxiste-Léniniste» - BP 278 - 75 827 - Paris Cedex 17 (à l'exclusion de toutes autres adresses - en particulier, ne jamais envoyer de chèque directement au CCP - cela complique considérablement les recherches pour savoir qui à réglé, et quoi - Merci).

«LE MARXISTE-LENINISTE» - Directeur de Publication P. Gonin - Dépôt légal 1/81 - Commission Paritaire 56 220  
Imprimerie Spéciale Potemkine - CCP 3458161 L La Source - adresse: BP 278 - 75 827 Paris Ced 17 - ISSN 0338-5086

# MARXISMES

## Essence et limite du léninisme

Cet article de Paul Sandevince s'inscrit à la suite des études parues dans les «Marxiste-Léniniste» numéros 40 et 42.

Il propose un bilan du léninisme, qui ouvre à la question du maoïsme, c'est-à-dire à la question de la politique prolétarienne aujourd'hui.

Cet article est dans la ligne des 2 brochures de Paul Sandevince publiées aux Editions Potemkine:

- «Qu'est-ce qu'une politique marxiste ? » (Février 1978).
- «Notes de travail sur la question du post-léninisme» (Janvier 1981).

**Le Parti c'est la politique, ou  
la politique c'est le Parti ?**

Prendre le Parti, le processus du Parti comme noyau théorique et pratique de la politique révolutionnaire - de la politique marxiste - est, à notre avis, l'essence de la pensée, mieux encore, de la position marxiste-léniniste. C'est là une thèse essentielle qui comme tous les choix politiques ne relève pas à proprement parler du principe démonstratif (le démonstratif est de l'ordre de la science et non de la politique) mais du principe de réalité. On ne peut donc que commenter historiquement cette proposition essentielle: le noyau de la politique révolutionnaire, c'est le Parti; en résumé: il n'y a de politique que de processus de Parti, en bref, la politique, c'est le Parti.

Dire la politique c'est le Parti est une proposition - formellement opposée à celle que représentait la IIIème Internationale dont le mot d'ordre était «le Parti c'est la politique». L'hypothèse de la IIIème Internationale, et ce dès sa création, était qu'avec la Révolution d'Octobre, et plus encore avec l'existence de l'Etat soviétique, un ensemble de questions se trouvaient historiquement tranchées, comme si l'existence du premier Etat de dictature du prolétariat signifiait la fin de la politique - non pas de la lutte des classes et du rapport révolution/contre-révolution, ou socialisme/impérialisme - mais dans la mesure où à l'instar de l'Union Soviétique où la révolution s'érigait en Etat, dans les autres pays la lutte des classes pouvait s'incarner en organisations. La logique de la IIIème Internationale est celle d'une universalisation de la dialectique révolution/Etat au champ de la politique et de la lutte des classes, dans des termes tels que l'organisation, le Parti, devient le principe, l'en-soi de la politique.

Le Parti, son fonctionnement, son développement, sa défense, deviennent à eux seuls une politique. A défaut d'avoir un Etat, comme en Union Soviétique, on a un Parti. Certes, le Parti, parlons du P.C.F., a une politique, et celle-ci se transforme historiquement (il n'y a pas grand chose de commun entre la politique classe contre classe de la fin des années 20 et celle de l'époque du Front Populaire). Le programme politique du P.C.F. change - ceci n'est pas en cause dans son principe, toute politique se transforme à la mesure des transformations de la conjoncture - mais le rapport entre Parti et politique demeure invariant, le Parti restant le principe, et le principe inducteur de la politique. La proposition que nous faisons est inverse: il faut pratiquer la politique dans un rapport tel qu'elle induise un dispositif de Parti qui est le principe de réalité de cette politique, de son inscription dans l'histoire réelle, sans autant se la subordonner.

En fait, l'idéologique et l'organisationnel, la politique et le Parti fusionnent toujours (peut-être y a-t-il dans certains textes de Mao Tsé Toung une vision de l'autonomie relative de l'idéologique et de l'organisationnel qu'il ne faut pas comprendre littéralement). Ce qui est en jeu donc entre Parti et politique, ce n'est pas leur articulation ou leur fusion, mais de savoir, en regard du fait qu'ils fusionnent

quel est des deux termes l'élément dominant. L'organisation comme principe inducteur de la politique, c'est à dire l'Etat, et c'est là l'essence du révisionnisme, ou bien la politique révolutionnaire produisant une théorie du Parti elle-même articulée à l'Etat, mais dans la division de sa destruction et de son dépérissement, dans les termes donc de la révolution et du communisme.

### Question de l'Etat et processus du Parti.

L'histoire du marxisme relève de choix équivalents à ceux que nous venons de voir. Prendre comme seul guide la question de l'Etat privilégie les révolutions (La Commune, Octobre 17, La GRCP) mais laisse obscur le devenir ultérieur de l'U.R.S.S. et de la Chine si ce n'est qu'il ne tient pas les promesses de la phase révolutionnaire et la renie dans les faits. Pister l'histoire du marxisme avec comme seul décodeur l'Etat permet seulement une analyse des révolutions voire des contre-révolutions, mais ne permet pas à soi seul une maîtrise de la politique révolutionnaire. On ne peut bien évidemment la réduire aux simples phases révolutionnaires elles-mêmes; elle doit être en mesure de rendre compte aussi bien d'Octobre que Staline et Krouchtchev, de la Révolution Culturelle comme de la chute de la «bande des quatre». De plus, en cette fin du XXème siècle, la grande question semble être moins la prise du pouvoir que les processus politiques de l'édification d'une nouvelle société civile qui ne soit pas dans un rapport de détournement voire de restauration en regard du processus révolutionnaire. Paradoxalement, il faut cesser de penser l'histoire du marxisme en regard simplement des révolutions prolétariennes, non pas évidemment que ces révolutions prolétariennes ne soient les points de repères éminents de la révolution mondiale, mais il faut les envisager comme phases d'un processus et non plus simplement comme incarnant l'ensemble du processus; en d'autres termes, inscrire l'histoire des révolutions dans le simple repérage de la question de l'Etat est une vision réductrice et tacticienne. Il faut au contraire les inclure dans un dispositif plus ample intégrant révolution mais aussi ce qui précède et ce qui suit et dont le concept central est celui du Parti. La question de l'Etat conservant toute son importance, mais référée au processus de Parti. Il n'y a en vérité de problématique militante de l'Etat qu'inférée au processus de Parti.

Ce n'est pas dans ces termes que Lénine aborde la question de l'Etat; dans «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky» qui est, après «L'Etat et la Révolution», le texte de référence sur l'Etat, Lénine oppose la problématique marxiste de l'Etat à la problématique bourgeoise; la dictature du prolétariat s'oppose à la dictature de la bourgeoisie; la démocratie prolétarienne à la démocratie bourgeoise. Le dispositif Etatique prolétarien, incarné par les soviets, est une dictature majoritaire, dirigée par la classe ouvrière, démocratique au sein du peuple, dictatorial à l'égard des ennemis. La démocratie bourgeoise est un dispositif dictatorial minoritaire, dictatorial à l'égard de la grande majorité et fondé sur l'exploitation et l'impérialisme.

Lénine rappelle de plus que la dictature du prolétariat est une phase de transition devant conduire dans un processus de dépérissement de l'Etat à la société communiste, à la société sans classe. Le dispositif léniniste de la théorie politique est entièrement inféré à l'Etat. L'existence de deux politique antagoniques, celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat, est complètement adossée à deux conceptions de classes antagoniques - à la fois conceptuelles et pratiques, théoriques et politiques - de l'Etat. Ce que Lénine dit du pouvoir, de l'insurrection et de la révolution, mais aussi de la guerre, de la question nationale, de l'alliance ouvriers-paysans, est entièrement dans cet espace problématique. Lénine est le dirigeant politique et le théoricien de la conception marxiste de l'Etat, il est au sens strict - celui que nous avons donné plus haut - le théoricien praticien de la dictature du prolétariat, alors que Marx-Engels n'en ont été au travers de la Commune de Paris que les historiens-découvreurs.

Pour Lénine, le Parti est asservi à l'analyse de classe de la question du pouvoir et de l'Etat, il en est l'instrument. Le Parti a une politique de classe quand sa politique est homogène, cohérente à la doctrine marxiste de l'Etat; ceci pour ce qui concerne le Parti comme principe de conscience, comme subjectivité. Pour ce qui est de la logique des processus historiques de Parti, voire la logique des processus historiques des Partis politiques, parti prolétarien y compris, lorsqu'il lui arrive d'en parler, Lénine a des propositions plutôt sociologiques, inférant le politique du social. Citons la proposition la plus connue: «la société est organisée en classes, les classes sont représentées par des partis et les partis dirigés par des chefs, c'est là l'A-B-C du marxisme». Or, cette proposition, confrontée à l'histoire du XXème siècle est inexacte; il n'y a pas de principe de transitivité entre classes sociales et parti politique, entre la classe ouvrière comme classe sociale et un correspondant automatique qui serait le parti prolétarien. L'espace de la question du Parti chez Lénine, principalement développée dans «Que Faire?» est une problématique de la conscience, Lénine parle de la conscience social-démocrate, qui désigne là la conscience marxiste qui se constitue dans la rupture d'avec l'économisme - et dont le principe est une vision marxiste de la question de l'Etat; pour Lénine la conscience sociale-démocrate, c'est la conscience de «l'antagonisme avec l'ensemble de

l'ordre social et politique existant». Le Parti est bien principe de conscience, il est principe de conscience de la vision marxiste du pouvoir et de l'Etat, c'est ce qui fonde son caractère prolétarien.

La problématique de l'Etat est bien celle dominante de la prise de pouvoir révolutionnaire, du moins 1917 en est un exemple positif. Peut-on penser pour autant qu'elle est l'essentiel de la politique? en d'autres termes que l'essence de la politique c'est la question de l'Etat? La question de l'Etat est-elle l'essence de la politique?

Rectifions tout de suite la question; depuis Lénine la politique révolutionnaire est - il en est de même à mon sens des autres politiques - affaire de masses, plus précisément du peuple. C'est aussi, mais c'est essentiel, une affaire de conscience. Les processus politiques sont des processus subjectifs, ce sont des phénomènes de conscience. En regard de son processus, et c'est de là dont il faut partir, l'essence de la politique est d'être un phénomène de conscience, et l'histoire de la politique est l'histoire de ces phénomènes de conscience. Ce qui est alors nécessaire, c'est de formuler le cadre d'une analyse matérialiste de la conscience politique. Si la politique est phénomène de conscience, qu'est-ce qui, dans le champ du réel, constitue ce que la conscience politique formule, en d'autres termes, quelle est la matière objective à partir de laquelle se constitue la conscience politique? Autrement dit, quelles sont les médiations matérialistes de la conscience politique?

(à suivre)

Paul SANDEVINCE.

La brochure: «NOTES DE TRAVAIL SUR LE POST-LÉNINISME» de Paul Sandevince, vient de sortir aux Editions Potemkine. Son texte accompagne et précise l'article ci-dessus. On peut se la procurer en écrivant au ML (5F)

# **MEETING MAOISTE NATIONAL**

## **Samedi 28 Février (après-midi)**

### **à la Mutualité de Paris**

PLUSIEURS FORUMS SONT PRÉVUS:

- Certains seront animés par les organisations du pôle maoïstes:
  - . les noyaux communistes
  - . les C.P.A.C.s
  - . le groupe FOUDRE
- Nous inviterons également les P.A.E. à en organiser un.
- 4 Forums sur les questions politiques suivantes:
  - \* La crise (politique, idéologique, économique) et la conjoncture.
  - \* La Chine, la révolution culturelle, le maoïsme.
  - \* La politique du P.C.F.
  - \* L'histoire de l'U.C.F.M.L. dans l'histoire de la lutte des classes en France depuis mai 68.

Où en est-on aujourd'hui de la Révolution? Ou en est-on de la question du Parti marxiste? La politique des maoïstes dans la conjoncture de crise contre les politiques de l'ancienne bourgeoisie, de l'Etat, des fascistes et contre celle du P.C.F.?

- Intervention centrale de cloture
- Sont prévus également de nombreux panneaux-expositions, et la sortie de nouvelles publications

# ETUDES

## PLAN D'ATTAQUE ANTI-POPULAIRE SUR LA QUESTION DU LOGEMENT

Après avoir précisé, dans la première partie de l'article publiée dans le numéro 46 du «ML», le bilan de 30 années de HLM aidés par l'Etat, la seconde partie de cette étude développe les nouvelles dispositions et la situation qui en découle, en période de crise.

### a) Les dispositions concernant les constructions nouvelles:

#### 1) POUR LES LOGEMENTS «SOCIAUX» EN LOCATION:

Il n'y a plus qu'une seule catégorie de prêts subventionnés par l'Etat, le Prêt Locatif Aidé (PLA), pour construire une seule catégorie d'immeubles à louer (appelés aussi PLA), (théoriquement) de meilleure qualité que les HLM et accessibles à tous les ménages dont les revenus sont inférieurs à un certain plafond (petits cadres au plus).

Dans l'ancien système, ils devaient se répartir, selon leurs revenus, entre les immeubles PLR (les plus mal construits, pour OS), les HLMO (un peu mieux, plus chers) et ILM (cadres moyens).

Le P.L.A. est beaucoup plus cher à rembourser à l'Etat que les PLR ou HLMO. Il entraîne pour les locataires des loyers beaucoup plus élevés et croissants:

- la durée d'amortissement est de 34 ans (40 ans pour les HLM de 77) le taux d'intérêt augmente de 5,5% la 3ème année à 9,25% la dernière année (3,6% constant pour les HLM de 1977).

- l'annuité à verser augmente régulièrement aussi, pour approcher 16% la dernière année (annuités constantes de 4,95% pour les HLM de 1977).

En 1978, la différence de loyer prévisible au départ entre le même logement F4 financé en HLMO et en PLA atteignait 400F.

Les loyers des locataires les plus en difficulté doivent être partiellement réduits par le versement de l'APL au propriétaire, dans la mesure où celui-ci a signé une convention avec l'Etat pour 9 ans. Dans cette convention, le propriétaire s'engage: \* sur un plan de croissance des loyers (pas plus de 20% par an !). \* à verser 20% de ses loyers à l'Etat... pour le financement de l' A.P.L. \* à fournir tous les renseignements (revenus, composition de la famille) sur les locataires à la C.A.F. pour les calculs A.P.L. \* à poursuivre en justice et faire expulser les mauvais payeurs sous prétexte qu'on lui coupe l'APL. \* à respecter des quotas de locataires: immigrés, pauvres, fonctionnaires... (quotas en minimum et maximum). Flics et percepteurs, les z-élus gérants des HLM montent en grade !

La question de l'A.P.L. ne peut se résumer à une discussion économiste sur l'efficacité de ses barèmes, ni sur le fait que c'est l'Etat qui devrait entièrement l'alimenter... comme cherchent à le réduire P.S., P.C.F. et syndicats.

L'A.P.L. est un système anti-populaire d'assistance qui attaque l'identité des ouvriers qui vont en «bénéficier» ; pour ceux-ci, on voit déjà :

- LA DEPENDANCE vis-à-vis du versement de l'A.P.L.: c'est un droit précaire. L'Etat ne lâchera pas des sommes aussi importantes pour les familles les plus touchées par la crise sans renforcer sur elles les pressions (sur les chômeurs vivant au foyer pour qu'ils prennent n'importe quel travail et fassent tomber les droits de la famille à l'APL)... Le flitage de la vie des familles ouvrières sera renforcé par la confrontation aux normes technocratiques stupides, liées à l'APL.

- LA DERESPONSABILISATION constituée par le versement direct de l'A.P.L. au propriétaire, renforcement de la mentalité d'assistés sociaux... c'est la généralisation de l'ancien système de tutelle.

- LA DIVISION entre locataires d'un même immeuble qui recevront tous des quittances différentes, alimentée encore par les sentiments des uns de payer pour les grosses familles («celles qui détériorent»), des familles immigrées souvent.

- LA PERTE D'UN MOYEN DE PRESSION sur le propriétaire, par la grève des loyers, pour l'entretien par exemple...

- LA PERTE DU DROIT EFFECTIF AU MAINTIEN DANS LES LIEUX dont bénéficiaient les habitants des HLM: puisque à chaque enfant qui cesse d'être «à charge au sens de la C.A.F.» (16 ans, plus s'il étudie), l'A.P.L. tombe. Si le jeune ne travaille pas, ou s'il quitte ses parents, ce sera dur pour eux de rester dans le même logement. La réforme vise explicitement à empêcher les gens de vieillir dans le logement où ils ont élevé les enfants.

- LES CHARGES qui croissent plus vite que les loyers de toutes façons sont pratiquement exclues du système d'aide et restent en grande partie à la charge des locataires.

#### 2) POUR LES LOGEMENTS «SOCIAUX» EN ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ:

La réforme prévoit deux types de prêts pour ces constructions:

- LES PRETS AIDES A LA PIERRE bonifiés par l'Etat (l'Etat subventionne auprès des banques une baisse du taux d'intérêt). Le P.A.P. est nettement plus cher à amortir que l'ancien prêt HLM-accession (9 à 12% sur 20 ans) la réforme prévoit progressivement un développement de ces prêts au détriment des prêts pour la location (PLA). Il y a un plafond de revenus pour les acquéreurs. Ces prêts sont distribués par les établissements financiers para-publics (Caisse des dépôts et consignations, Caisse d'Epargne, Crédit foncier, Crédit Agricole).

- LES PRETS CONVENTIONNES (P.C.) où l'Etat n'intervient par aucune aide financière directe, mais comme contrôleur entre les banques qui le fournissent et les acquéreurs de logements (normes sur les prêts et sur le prix de vente des logements construits). Pas de plafond de revenu : ouvert à tous !

Les acquéreurs de logements utilisant les prêts P.A.P. ou P.C., comme les locataires de logements P.L.A. pourront bénéficier selon leurs ressources de l'allocation A.P.L., qui sera calculée avec des taux plus favorables même que dans le cas des locataires, pour encourager les ménages à acheter. Aucun prélèvement sur les acquisitions n'est prévu pour financer l'A.P.L. (à la différence des locations).

Donnant droit à une A.P.L. plus forte encore que les P.A.P., les prêts conventionnés doivent constituer le volet de la réforme le plus avancé dans le sens du rapport Barre de 1975. Dans ce cas, l'Etat ne fait plus qu'aider les ménages à payer aux banques les taux d'intérêts de plus en plus élevés du marché financier. Les banques publiques et privées se disputent la commercialisation de ces prêts.

### b) Les dispositions concernant les logements HLM existants.

- 1) L'objectif est le CONVENTIONNEMENT des logements HLM construits avant la réforme, avec les anciens systèmes de financement (prêts PLR, HLMO, ILM...).



Rénovation:  
renchérissement  
des loyers,  
déportation du  
peuple loin  
des  
centre-villes.

les organismes HLM qui en sont propriétaires sont incités à passer avec l'Etat des CONVENTIONS (à peu près comme pour les nouveaux logements) où ils s'engagent à relever les loyers de base (de 30 à 60% selon les cas, loyers appelés à croître de 8 à 10% par an en plus), à verser à l'Etat une contribution annuelle pour le financement de l'APL (20% des loyers à partir de la 3ème année) réduite en cas de gros travaux (de 5% des dépenses). L'Etat s'engage à leur verser éventuellement l'APL, dans les mêmes conditions que pour les logements neufs, selon les locataires.

le conventionnement devrait selon ses inventeurs, dégager de nouvelles ressources pour l'entretien urgent et de plus en plus lourd des cités anciennes, que les loyers HLM anciens se suffisaient pas à financer.

par ailleurs, pour (au moins) la moitié des locataires, la hausse des loyers ne sera pas compensée par l'APL. Pour eux, le loyer en HLM se rapprochera des loyers en logement privés ou des charges d'accès à la propriété. De manière étonnante, on attend du conventionnement à la fois qu'il puise dans les ressources de ces ménages le financement de l'entretien et qu'il les incite à quitter les HLM anciens en y laissant la place à ceux qui sont encore moins susceptibles de se loger dans le reste du marché immobilier et seraient, eux, sujets à l'APL.

cet aspect de la réforme de 1977, apparemment contradictoire, relève en partie de la lutte politique entre les deux bourgeoisies: par le conventionnement, le gouvernement entend en effet toucher le clientélisme du P.C.F., et démoraliser une partie de sa base sociale stable: les ouvriers qualifiés et employés habitant depuis l'origine des cités construites dans les années 50-60 où les loyers restent les moins élevés.

2) Pour les cités qui lui posent le plus de problèmes à la fois vis-à-vis de la dégradation et la mauvaise qualité des immeubles et vis-à-vis de l'inefficacité du système actuel de contrôle de la population (impayés de loyers, chômage, marginalisation des jeunes), l'Etat a mis au point une procédure appelée depuis 76-77: HABITAT-VIE SOCIALE (H.V.S.). Depuis 1978, le gouvernement entend imposer le conventionnement avec ces opérations qui comportent un plan de travaux sur le confort des immeubles et surtout un projet complet de renforcement de l'encadrement de la population (des centres sociaux aux commissariats en passant par les éducateurs de rue, les ilôtiers...) mis au point en collaboration entre l'Etat, l'organisme HLM, la municipalité.

Les opérations «HVS» ont été conçues par un secteur de l'administration dominé par le P.S., au nom de la lutte contre les ghettos, brandissant «Harlem» comme épouvantail, avec l'espoir de maintenir dans les cités, moyennant ces quelques mesures, une partie des couches moyennes économiquement perdantes dans le conventionnement. Les procédures HVS comprenant une enquête poussée sur les questions internes aux cités, donnent à l'Etat en même temps qu'aux municipalités, des moyens de connaissance et d'intervention renforcés sur la vie sociale des fractions les plus prolétarisées du peuple et servent à l'ancienne bourgeoisie pour mouiller les municipalités P.C.F. dans le conventionnement des logements de leurs communes.

### c) Les dispositions concernant les logements anciens privés:

Le principe est encore semblable ici: les propriétaires privés sont appelés à passer des CONVENTIONS (relèvement des loyers - APL). Un système de subventions les incite à faire des travaux dans les logements: l'installation du confort sanitaire, qui permettra par la suite de relever fortement le loyer est beaucoup plus subventionnée que les travaux d'entretien du gros-oeuvre des immeubles (qui ne payent pas dans le calcul du loyer, mais sont souvent à la fois les plus nécessaires et les plus revendiqués par les locataires).

Les subventions sont renforcées quand les propriétaires signent une Convention avec l'Etat. Dans ce cas, l'A.P.L. versée aux propriétaires limitera éventuellement la hausse des loyers pour une partie des locataires, mais la loi de 1948 ne s'appliquera plus au logement. A la fin de la convention (9ans) le loyer sera devenu complètement libre sans que les locataires aient nécessairement changés (ce qui n'était pas possible jusqu'à présent).

Ces mutations seront encore plus encouragées dans le cadre d'OPERATIONS PUBLIQUES D'AMELIORATION DE L'HABITAT appelées à concerner des quartiers entiers dans les vieux centres. Par ce biais, la protection des locataires en place qui résultait de la loi de 1948, tombera encore plus vite. L'Etat et les municipalités organiseront le relèvement général des loyers anciens dans les centres des villes, le transfert de certaines couches du peuple qui y resteraient (personnes âgées, immigrés) vers d'autres lieux (foyers, cités HLM) où ils seront aussi mieux encadrés.

### APRES 2 ANS D'APPLICATION DE CETTE REFORME, ET D'AGGRAVATION DE LA CRISE:

Premier aspect du bilan: la chute du nombre de logements construits avec l'aide de l'Etat s'accélère et touche en particulier les logements collectifs locatifs.

#### POUR REFERENCE:

en 72: 546500 logements construits en France (dont 127 000 HLM)

en 77: 451 000 (dont 90 000 HLM).

en 78: 445 000 logements terminés (199 000 collectifs. /245 000 individuels).

en 79: 404 000 logements terminés (160 000 collectifs. /244 000 individuels).

prévisions pour 1980: 370 000 logements terminés (120 000 collectifs/250 000 individuels).

Comparant les mises en chantier aux premiers trimestres 1979 et 1980, on constate une chute de 11% sur le total, et 25% sur les logements aidés par l'Etat (surtout les locatifs: - 29%) alors que les logements non-aidés se maintiennent et représentent en 1980 63% des logements commencés. L'ensemble des maisons individuelles se maintient, la chute des constructions porte exclusivement sur les collectifs.

Ces chiffres traduisent non seulement la réduction relative des ouvertures de crédits de l'Etat pour les logements aidés, mais également la méfiance des organismes promoteurs d'HLM face à la conjoncture (réforme, hausses des taux d'intérêts et des coûts de réalisation - terrains en particulier -, baisse relative des revenus des demandeurs habituels de logement).

De ce fait, ils hésitent à construire des logements locatifs neufs pour des raisons commerciales: la réforme a tendance à polariser leur clientèle en 2 groupes:

- il y a les ménages sans-APL, loyer maximum qui deviendront d'autant plus exigeants sur la localisation, l'entretien, le voisinage, que le loyer se rapproche du secteur «libre».

- il y a les ménages avec beaucoup d'A.P.L.: chômeurs, OS, familles nombreuses, souvent les familles immigrées. Entre les deux, l'APL sera trop faible et le loyer trop fort pour que les ménages ne cherchent pas une autre solution (vieux logement, HLM anciens surtout dans la mesure où les cités ne sont pas encore conventionnées).

Dans cette logique de «polarisation», les promoteurs qui ne croient pas à la cohabitation durable des deux groupes opposés dans les mêmes constructions et ne veulent pas spontanément gérer des ghettos, réduisent leurs projets: les Offices publics d'HLM cessent pratiquement de construire, les Sociétés Anonymes d'HLM (de droit privé, plus souples) s'orientent vers de petits immeubles bien situés et «soignés» où elles sont sûres d'attirer la clientèle sans APL.

Le nouveau système du financement PLA conduit très sensiblement :

- à un renforcement de la ségrégation sociale dans les logements neufs.

- à une pénurie globale accentuée de logements pour le peuple, qui risque de prendre à terme des dimensions catastrophiques.

**Le conventionnement de l'Ensemble des logements sociaux devient la question centrale à l'ordre du jour, où se joue:**

- s'il ne s'engage pas: blocage des constructions neuves, et de l'entretien des anciennes, faillites des organismes HLM et des notables de gauche et de droite qui s'y alimentaient, dégradation accélérée des cités, ghettos, de pire en pire.

- s'il s'engage avec la complicité nécessaire des gestionnaires de HLM (municipalités entre autres), la banqueroute du financement de l'APL et le renforcement des ghettos dans les cités conventionnées, ne seraient évités qu'en conventionnant rapidement un nombre de logements important en bon état, habités par des ménages de revenus au-dessus de la moyenne, ce qui est rien moins que facile pour le gouvernement pris dans ses propres contradictions.

A la fin de 1979, seuls 40 000 des 2 500 000 HLM avaient fait l'objet de conventions (350 000 fin 1980, mais pour une application étalée sur plusieurs années). La plupart des organismes HLM sont réticents et cherchent à négocier, limiter les conventions aux cités «les plus pauvres et dures» (cette position première du PCF est d'ailleurs partagée par les notables locaux PS, RPR et UDF) pour ne pas heurter leurs «bons» locataires des autres cités.

Face à cela, le gouvernement multiplie les pressions sur les promoteurs: 20% de subvention sur tous les travaux en échange de la convention, aucune aide sinon. Aucune convention isolée, c'est tout le patrimoine d'un promoteur qui doit y passer: «conventions cadres» planifiant sur plusieurs années l'application aux différentes cités. Les opérations habitat-vie-sociale servent de cheval de Troie impliquant en fin de compte le conventionnement d'un patrimoine beaucoup plus large. (par exemple, les opérations HVS sur Stains, Orly-Choisy, Aulnay 3000, toutes appuyées par les municipalités PCF - contre l'opposition organisée des habitants à Aulnay - entraînent avec elles le conventionnement des 55 000 logements de l'Office Interdépartemental d'HLM de la Région Parisienne et des 23 000 logements du Logement Français).

Le gouvernement reste d'autant plus ferme sur son op-

position aux conventions partielles qu'avec le développement de la crise, de plus en plus de locataires peuvent prétendre à l'APL et qu'il est vital pour lui d'appliquer les hausses de loyer aux cités où les revenus sont les plus élevés pour arriver à faire financer par ces locataires les versements d'APL aux autres et alléger la charge de l'Etat.

L'APL n'est pas indexée. Son réajustement est annuellement laissé à la discussion du parlement dans le cadre de la loi de finances. La faiblesse des sommes prévues au 8<sup>ème</sup> plan pour le financement de l'APL indiquerait que le gouvernement prévoit soit un rythme très lent de conventionnement (20 000 à 80 000 par an), soit un blocage de l'APL. Cette année, face à l'inquiétude des organismes réticents, l'APL a été très tapageusement et nettement réajustée au mois de Juillet.

Dans ce contexte de crise, ce qui se porte bien, c'est la construction des logements chers, non aidés par l'Etat, pour la clientèle la plus aisée.

C'est d'autant plus paradoxal que les taux d'intérêts ne cessent d'augmenter, mais peut traduire un réflexe d'inquiétude des couches aisées les poussant à investir et spéculer dans l'immobilier. Pour freiner cette poussée contraires à ses orientations économiques (priorité aux investissements industriels) le gouvernement a limité en Mars 80 la distribution des prêts conventionnés, mesure qu'il doit assouplir maintenant face aux pressions des industriels du bâtiment.

Cette poussée sur l'immobilier cher provoque la relance des rénovations de luxe dans les villes et des lotissements pour cadres dans les périphéries. Les prêts conventionnés connaissent une demande supérieure à l'offre et sont de moins en moins utilisés par des ménages susceptibles de bénéficier de l'APL (49% en 79, moins de 40% en 1980).

Enfin au sinistre bilan des ces 2 dernières années, il faut ajouter la libération des loyers «libres» des logements anciens loués par bail dont le plan Barre avait limité les augmentations de 1976 à 1978 à 6,5% par an: c'est le grand rattrapage avec les bonds de 50% que l'on voit depuis l'hiver dernier (les vieux 2 pièces à 1500F/mois dans les quartiers périphériques à Paris).

## **UNE SITUATION DESORMAIS EXPLOSIVE, OU TOUT PORTE A L'EXACERBATION DES CONTRADICTIONS ENTRE LE PEUPLE ET LES DEUX BOURGEOISIES.**

Du point de vue du droit au logement, de la vie dans les cités, les quartiers, la situation ne peut que se tendre de plus en plus pour le peuple. Directement attaqués par la crise (chômage, précarité, en particulier pour les jeunes), les ouvriers et employés vont de plus en plus durement se heurter aux politiques concurrentes des deux bourgeoisies sur ce terrain qui rivalisent dans les tentatives de divisions, dans les mesures d'encadrement policier et raciste, les intimidations fascistes et social-fascistes.

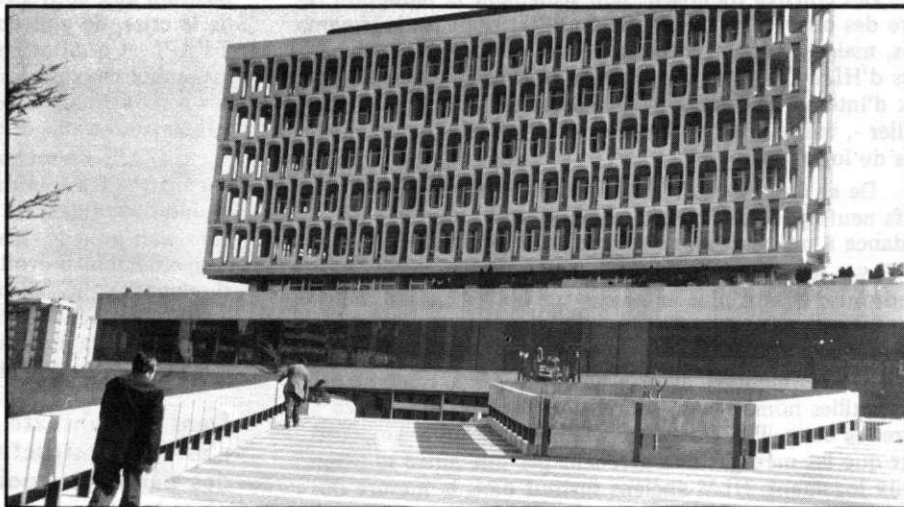
**Du point de vue gouvernemental:**

nous avons vu son plan. C'est une véritable déclaration de guerre contre toutes les couches du peuple, l'accélération de la transformation impérialiste de la ville: SEGREGATION-EMBRIGADEMENT, à la fois comme conséquence inévitable de la «libéralisation» du marché du logement, et comme projet politique attaché en particulier au contrôle social des masses du prolétariat et du peuple. Directement, c'est:

- accélérer la destruction des derniers quartiers populaires des grandes villes à Belleville, Barbès à Paris, Porte d'Aix à Marseille... C'est le même processus, celui de la «nouvelle rénovation»: occupation militaire raciste prolongée par les C.R.S. pour briser la vie sociale multinationale, REPRISE DE LA RÉNOVATION: DES OPÉRATIONS DE «réhabilitation» publique.

- briser le mouvement des foyers, instaurer un régime de contrôle renforcé dans l'ensemble des logements-foyers où sont embrigadés les nouveaux isolés de la société urbaine (immigrés, personnes âgées, jeunes travailleurs...) souvent «relogés» des rénovations (Loi d'Ornano).

Les réalisations  
du P.C.F.:  
grandes mairies  
et petites  
sculptures  
d'«avant-garde».



— diviser, fliquer les banlieues, à la fois pour imposer dans les cités les hausses de loyer, les bouleversements sociaux que cela implique, la pénurie de logements déjà très sensible pour les jeunes... en brisant en même temps la capacité des cités à être des lieux de résistance populaire face à ces hausses, celles des prix, au chômage, licenciements, aux lois racistes et aux refoulements. Pour cela ce sont les mesures de déresponsabilisation, de division et contrôle par l'APL, les opérations HVS, les regroupements des immigrés en cités, immeubles ghettos, les descentes policières croissantes (rondes, opérations coups de poings CRS...) et maintenant les campagnes de terreur ouvertement fascistes comme en Juin dans la Seine-St-Denis.

#### Du côté du P.C.F.:

Le ton est maintenant donné: «action solidaire des locataires HLM, des mal-logés et de ceux à qui a été confiée la responsabilité de la gestion des logements HLM pour permettre de modifier la politique de l'Habitat» (Auffort, Vitry Juin 80), «nous n'acceptons pas de loger seulement les familles en détresse plongées dans l'insolvabilité par la politique gouvernementale» (Duchesne, Saint-Etienne Juin 80), «nous n'hésiterons pas, surtout s'il s'agit de récidivistes, à les exclure avec leurs familles de notre communauté et des frontières de Venissieux» (Houel, Venissieux à propos de jeunes de la ZUP des Minguettes, Juin 80).

«Action solidaire»... sous entendu: «luttez pour que nous gardions notre pouvoir sur l'attribution des logements, sur le pourcentage des immigrés, notre contrôle sur les locataires, les marchés de travaux pour nos camarades architectes et entrepreneurs...». Une main dans les Conseils d'Administration pour signer les augmentations, une main sur les banderoles pour chapeauter les locataires mécontents... et les deux mains pour développer les campagnes racistes, l'intox policière, pour refuser un seul immigré de plus, faire expulser les familles «génantes», calomnier les jeunes immigrés et réclamer toujours plus de flics «efficaces» dans les cités (Nanterre, Aulnay sous Bois, Valenton, Venissieux, Vaux en Velin...). De semaine en semaine la haine du P.C.F. contre ses «mauvais locataires» se révèle, après la haine contre les résidents des foyers en lutte avec le Comité de Coordination (Bouaziz ayant eu le privilège de cumuler les 2 à Gennevilliers).

Pour le P.C.F., la lutte contre la réforme des logements de 1977 est devenue récemment une préoccupation (où il trouve de quoi fustiger le P.S.) après plusieurs années de complicité silencieuse où le P.S. concoctait l'affaire avec le gouvernement. Le P.C.F. doit ramer sec pour se donner une allure de bagarreur sur la question, alors qu'il a largement ouvert la porte au conventionnement en jouant à fond les opérations HVS dans les années 79-78 (il est vrai qu'il en attendait un peu de soulagement dans ses cités les plus dures... et aussi des affaires pour ses diverses filiales commerciales: bureaux d'études, architectes...): opérations HVS du Mans, d'Orly-Choisy, de Stains, de Montreuil, d'Aulnay 3000, de Venissieux, de Reims (l'étude H.V.S. sur la Grappinière de Vaux en Velin après avoir été mise au rencart par

la municipalité 'pas un sou pour la Grapp' est brutalement ressortie de derrière les fagots à la suite des affrontements des habitants avec la police. Alors, le P.C.F. tirait un bilan relativement positif de la réforme dans sa dimension de compromis: - prérogatives maintenues de ses élus dans les HLM, renforcées même par la représentation des syndicats de locataires - versement direct de l'APL (assurance relative contre les impayés). Il se présentait alors comme facteur d'une application en douceur et partielle de la réforme, voulant réserver le conventionnement aux cités pauvres (les ghettos). «Pas de convention sans accord et participation des locataires». Il centrait sa propagande sur le thème: «barèmes plus fort pour l'APL, APL pour tous...»

Maintenant il s'aperçoit qu'il n'arrivera pas à éviter la menace du conventionnement global, que sa base de masse qui va être touchée par les hausses, souvent sans APL, risque de se retourner contre lui, et même de déménager plutôt que de rester et payer l'APL des autres (inquiétude explicite pour les effets sur sa carte électorale !). D'où retournement des mots d'ordre: «Un seul système d'aide financé par le gouvernement», remplace «Augmentation et extension de l'APL».

Le PCF prétend aujourd'hui embrigader derrière sa bannière les locataires touchés par le conventionnement, sentant qu'il y a là un potentiel de révolte. A aucun moment il n'émet évidemment la moindre révolte, lui, contre la mise en tutelle, la déresponsabilisation, le contrôle des locataires «bénéficiaires» de l'APL... ces gens, «ces familles en détresse» dont il signale surtout qu'il n'en veut pas - de trop - chez lui (comme des immigrés - qu'ils sont souvent également).

La politique du gouvernement est provocatrice, et aventuriste.

- dès maintenant, elle renforce ghettos, divisions, misère.
- à long terme, sa réforme risque bien d'échouer complètement (ce qu'attend patiemment le PS) et les effets n'en seront encore plus que: ghettos, pénurie de logement, et révolte.

Face à cela, le P.C.F. essaye de détourner la révolte, casser tout processus d'unité du peuple.

Les axes politiques d'unité français-immigrés, d'unité cités-foyers, d'unité jeunes-familles, mis en avant à travers la lutte des foyers, la bataille contre l'isolement de la Cité du Port de Gennevilliers, et pour la libération de M. Bouaziz, la campagne contre les provocations racistes-fascistes dans les cités de Bondy en Seine-Saint-Denis, et contre l'isolement des jeunes immigrés sont des points d'appui fondamentaux pour la politique maoïste sur la question du logement, contre la politique anti-populaire menée sous prétexte de réforme du financement du logement, politique destinée à faire encore plus éclater le peuple dans la ville impérialiste.

C'est au feu de la lutte des classes dans les cités où apparaissent déjà de nouvelles formes d'antagonisme: Boissy-St-Léger, Bassens, Valenton, Vitry, Bondy, Aulnay 3000, Vaux-en-Velin... que la politique maoïste sur la question du logement se construira.

# ART ET CULTURE

**Natacha Michel :**

## « Le repos de Penthésilée »

Nous avons parlé de « LA CHINE EUROPÉENNE », roman de Natacha Michel, qui, dès 1973, ouvrait la voie à l'art marxiste, et imposait une écriture où la métaphore règle la dialectique de la fable.

Ce dispositif d'écriture, plus achevé encore, s'oriente, dans « LE REPOS DE PENTHÉSILÉE », vers une utopie intégrale de l'amour. On dirait du Hegel, pour autant que c'est du point de son achèvement que l'essence de l'alliance entre les hommes et les femmes est saisie.

Dans deux parties, dont la cassure distribue la portée, le livre nous donne, de l'amour, le musée, puis la légende re-fondatrice. Ainsi tient-il l'écart de nouveauté entre l'ancien amour, tissé des rencontres et des pertes, et le nouveau, qui a figure d'alliance élective au cœur du plus extrême combat.

Tout cela est noué au présent de la guerre mondiale, où les partisans (maoïstes ?) endurent la séparation complète des sexes.

Deux portraits d'hommes - comme si aujourd'hui, le mouvement des femmes retombé, c'est de son effet sur les hommes qu'il fallait repartir, tâche, entre autres, de la femme qui écrit - font la matière du livre.

Pierre Indemini, dont on se dit qu'il est l'amour pour une femme tel qu'une femme rêve la délégation à l'autre de son propre amour, est exploré dans une sorte de patience attentive, d'une extrême subtilité, posé dans sa lumière, homme de la précision et de la quête. Penché sur le malheur obscur d'Uranie, son incompréhension même devient fidélité.

La plus constante preuve de l'art de Natacha Michel nous est administrée par le passage au second homme, Achille, pris dans l'opacité dirigeante de la guerre, avec une accélération d'écriture, un de ces changements de rythme dont on croyait l'effet foudroyant réservé aux musiciens. Elle même chef militaire chez les femmes (d'où, aujourd'hui, toutes ces femmes de guerre, comme on voyait aussi tant dans « L'ÉCHARPE ROUGE » d'A. Badiou ?), elle déclare l'élection d'alliance pour UN homme.

Que la mort sauvage les soude rappellerait le mythe de Tristan et Yseult, n'était l'élargissement du propos à la modernité du conflit.

\* (Éditions Gallimard)

Entre l'homme de l'utopie amoureuse et l'écu masculin des mortalités guerrières, entre la dévotion qui s'échoue sur l'obscur de la perte, et l'alliance qui tient son principe de l'adversité, Natacha Michel confronte au plus abrupt de l'Histoire le devenir incertain de l'amour.

Car l'amour n'est rien que le nom de la contradiction hommes-femmes, la scène, aussi vaste que l'épopée du monde, où se joue la question du Ciel EN SON ENTIER.

L'art de Natacha Michel est à la mesure de ce Ciel. Dans ces temps de prose froide et référentielle, elle invente une langue à la fois dispersive et concentrée. Tout geste est poussé dans son analyse infinie, par l'enchaînement de métaphores qui égalent au Tout la moindre inflexion. En même temps, l'ubiquité du style permet des narrations violentes: on ne peut oublier cette véritable physique du fascisme, qu'on trouve dans la première partie, ni, dans la seconde, cette chimie de la société masculine.

On remarquera que le Parti, ainsi nommé dans son absence - musée de lui-même tenu par les femmes, ou scission achevée - n'a pas su conjurer l'écart des sexes. C'est dire qu'il y a une alerte, dans ce livre, quant à ce qui, du marxisme partisan, peut SERVIR les femmes, non dans la généralité populaire, mais dans la venue au jour de leur identité productive.

Cette alerte est finalement prise, par l'effet d'anticipation, dans une intériorité au présent qui vaut doctrine, et conseil. Que le marxisme (et non pas seulement la révolution) soit l'affaire des femmes, voilà un des aspects obligés du parti de type nouveau.

En quoi « LE REPOS DE PENTHÉSILÉE » relève moins de l'art marxiste que d'une adresse qui lui est faite quant à ses conditions d'existence.

Ce qui est d'avant-garde, étant réflexion sur soi de ce qui n'a pas encore d'allure établie.

Lire « LE REPOS DE PENTHÉSILÉE », éclairer son utopie première par son avertissement second, parcourir l'invention d'une prose efficace, qui fait art de la guerre d'aujourd'hui, entendre le conseil, savoir la disjonction féconde, le croisement total, de l'amour et de la politique, s'établir dans la délectation des métaphores, lire, enfin, un roman moderne, quoique toujours sur la brèche du poème, c'est un si grand plaisir, et, pour nous, une si grande fierté !

Georges PEYROL

## MEMOIRE

### Janvier 67 : LA REVOLUTION DE SHANGHAI

Née le 10 Novembre 1965 avec la publication du fameux article de Yao Wen Yuan: «A propos de la nouvelle pièce historique: 'La destitution de Hai Jouei'» (1), la révolution culturelle (2) va, en Janvier 1967, connaître une phase décisive de son développement.

(Note 1) L'article de Yao Wen Yuan attaquait violemment ceux qui, à travers une pièce historique, voulaient la réhabilitation de Peng Teh Huai. Celui-ci avait tiré de la guerre

de Corée la «leçon» qu'il fallait faire de l'armée chinoise une armée moderne, sur le modèle de l'armée soviétique. Il s'était également opposé au Grand Bond en Avant. Il avait été battu par les maoïstes lors d'une Conférence centrale du Parti.

(Note 2) Durant toute l'année 1966, la Révolution Culturelle a mobilisé des millions de jeunes. En Août 1966, le Comité Central (élargi) fixe les orientations révolutionnaires dans un grand texte: la circulaire en 16 points.



La révolution  
culturelle:  
les masses  
entrent en scène  
contre la  
nouvelle  
bourgeoisie.

Janvier 1967, c'est, à une échelle sans précédent, l'entrée massive de la classe ouvrière sur la scène politique. le 5, les ouvriers de Shanghai regroupés dans le Quartier général de la révolte lancent un message à toute la population:

\* L'économisme est vivement dénoncé: versements de primes, stimulants matériels, salaires aux rendements, promotions arbitraires, tout cela étant utilisé dans le but de désorganiser la classe ouvrière et de la dresser contre les étudiants (technique reprise d'ailleurs par le P.C.F. en Mai 68).

\* Un cri d'alarme: il faut lutter contre l'atmosphère de heurts, de division que provoque l'économisme: abandon de poste, désorganisation de l'économie...

\* Avec force, la nécessité de respecter la Décision en 16 points, adoptée le 8 Août 1966 par le P.C.C., est mise en avant: «Nous avons pour but de combattre et d'écraser les responsables engagés dans la voie capitaliste, de critiquer les 'autorités académiques', de critiquer l'idéologie de la bourgeoisie et de toutes les classes exploiteuses et de réformer le système d'enseignement, la littérature, l'art, et toutes les autres branches qui ne correspondent pas à la base économique socialiste, ceci pour contribuer à la consolidation et au développement du système socialiste».

Le 9 Janvier, un Avis en 10 points reprend ces thèmes. Une vaste campagne idéologique se développe: dazibaos (3), affiches manuscrites, ... Une vague de caricatures déferle. La ville prend l'allure d'une bande dessinée aux couleurs vives. Tous se mettent à l'ouvrage: de l'étudiant des beaux-arts à l'ouvrier du quartier.

Sur l'une d'elles, on voit Liu Chao Chi et Teng Siao Ping, fiévreux, occupés à faire dérailler le train de la Révolution Culturelle en plaçant une liasse de billets de banque sur la voie ferrée.

Sur une autre, l'examen radiologique de Liu Chao Chi fait apparaître un coeur noir, symbole du révisionnisme, de la nouvelle bourgeoisie.

Mais rien de semblable aux caricatures vues en Novembre et Décembre 1976 à propos de la «bande des 4»: flot bourbeux de ragots, de calomnies, d'anti-féminisme féodal... Ici, c'est la politique révolutionnaire qui commande, c'est la classe ouvrière qui dirige.

Les camps se constituent, les affrontements s'intensifient.

Chaque camp se dote d'organisations de masse, de directions tactiques et politiques: pour les rebelles c'est le Quartier général de la Révolte révolutionnaire des Ouvriers, pour les économistes c'est le Détachement de la Défense Rouge de Mao. Les uns contestent la politique suivie par la municipalité (Tchen Paï Sien et Tsao Ti Sien), les autres la soutiennent. Mais tous deux se réclament de Mao, de la décision en 16 points, et se traitent mutuellement de conservateurs. Dès lors, comment faire la distinction: qui est révolutionnaire, qui ne l'est pas? Qui est Zouzipai (4), qui ne l'est pas?

La campagne idéologique, l'échange d'idées, les polémiques et controverses, les débats, parfois violents, la façon de mobiliser les masses et d'appliquer le mot d'ordre «on a raison de se révolter», c'est ce qui tranche, c'est ce qui

débusque et permet d'y voir clair. Ce qui structure profondément chaque camp, à savoir leur base sociale, est mis à nu à travers la pratique politique: il y a des ouvriers révolutionnaires, il y a des ouvriers conservateurs.

Le 11 Janvier, le Comité Central, le gouvernement, la commission militaire, le G.C.R.C. (5) prennent position: c'est le soutien aux rebelles. Tout s'accélère: les organisations de masse qui avaient soutenu Tchen et Tsao sont en crise, se désagrègent.

Le 22 Janvier Drapeau Rouge écrit: «Les rebelles révolutionnaires prolétariens doivent se fixer pour objectifs d'enlever aux Zouzipai le pouvoir de direction dont ils disposent». C'est clair: il faut régénérer le Parti, le transformer, il faut des nouvelles directions politiques prolétariennes nées de la lutte des classes. La classe ouvrière doit être dirigeante, non dominante.

En conséquence de quoi le 5 Février la Commune de Shanghai est proclamée. Les premiers comités révolutionnaires de triple union font leur apparition: en proportions égales, se trouvent coude à coude, représentants des masses, du Parti, de l'armée. Désignés après d'amples consultations, ils sont élus et révocables que ce soit dans les entreprises ou les écoles. C'est là une des grandes nouveautés socialistes de la Révolution Culturelle.

L'ensemble de ces péripéties, événements tumultueux et exaltants, eurent un immense écho, tant dans le reste de la Chine que dans le monde entier. La Révolution Culturelle devenait pleinement prolétarienne. De plus, ils ouvraient une énorme question: «Celle de nouveaux dirigeants prolétariens de l'époque des révolutions culturelles. Celle du quartier général du prolétariat à l'époque de la lutte contre la bourgeoisie révisionniste. Celle que nous appelons la question du Parti communiste de type nouveau» (6).

En Chine, cette question est pour le moment close (de façon négative). Provisoirement, n'en doutons pas.

Roland P.

(Note 3) Dazibao: journal à grands caractères affiché. Permet à des individus ou à des groupes d'individus d'exprimer leur point de vue sur les problèmes politiques. L'actuelle direction du P.C.C. a supprimé le droit des dazibaos.

(Note 4) Zouzipai: responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste. Durant Janvier 1967, il s'agit des économistes. En général ceux favorables à Liu Chao Chi et Teng Siao Ping.

(Note 5) Groupe Chargé de la Révolution Culturelle: Mao Tsé Toung, Chou En Lai, Lin Piao, Tchen Po Ta, Kiang Tsing, Kang Cheng, Yao Wen JYuan, Tchang Tchouen Kiao (ces 2 derniers partis en Novembre 1966 de la municipalité de Shanghai. Fermes soutiens aux rebelles).

(Note 6) Texte de l'U.C.F.M.L.: «La situation en Chine après la mort de Mao Tsé Toung» (2 Novembre 76).

# INTERNATIONALISME

## CHINE

### La restauration triomphante

par ALAIN BADIOU

**A**INSI Deng Xiaoping, ce Louis XVIII de tous les bureaucrates dont la révolution culturelle avait fait des émigrés politiques de l'intérieur, veut-il marquer sa restauration d'un grand « procès », où l'on fait comparaître l'histoire devant un quatuor de juges aux ordres.

Comme ceux de Moscou, dont ils sont l'imitation en farce triste après la tragédie, les procès de Pékin visent à faire d'une révolution et de puissants affrontements politiques l'affaire juridique et policière de quelques prétendus « criminels » de droit commun.

Encore ces procès tiennent-ils de l'héritage maoïste cette différence qu'on y voit des accusés ne pas céder. C'est la trace, dans cette réécriture misérable des tempêtes, de la force de la tempête même.

La tentative de juger dix ans de tumulte autour de questions essentielles — à vrai dire autour de la question : faut-il, et peut-on, marcher au communisme ? — par le biais d'un règlement de comptes où les vaincus de la politique sont mis dans la fiction d'être des individus coupables, cette tentative n'est ni neuve ni glorieuse. La France officielle des restaurations n'a-t-elle pas, pendant au moins un demi-siècle,

présenté Robespierre comme un « brigand » ? N'a-t-elle pas résumé cinq ans de Révolution, une cassure historique sans précédent, dans la « méchanceté » personnelle d'un « guillotiné ».

Et, certes, comme toute autre, la révolution culturelle a mélangé l'exceptionnel et le pire, a connu les coups de théâtre politiques, les manœuvres tortueuses, les affrontements obscurs, les répressions majeures. Tout cela à la mesure d'une entreprise inouïe : bloquer le processus d'avènement d'une bourgeoisie bureaucratique, ce processus qui a fait de l'U.R.S.S. un empire agressif géré par les profiteurs de l'Etat.

Les lignes de force de la révolution culturelle, derrière la confusion énorme de ses étapes, l'entrée en scène de dizaines de millions d'acteurs, et l'achoppement de sa visée, portaient sur l'essentiel : la réduction de l'écart entre travail intellectuel et travail manuel, entre villes et campagnes ; la subordination de l'élan productif à la mise en place de nouveaux rapports sociaux ; la fin de l'élitisme universitaire ; l'abaissement de la morgue des cadres ; la fin des systèmes salariaux d'inégalité et de stratification ; l'opposition idéologique au « marxisme » dégénéré qui sévit à Moscou et dans les partis « communistes » de cette obéissance, etc.

L'objection selon laquelle la tourmente opposait aussi les personnes de différents dirigeants politiques est d'une grande pauvreté. Partout et toujours, les conflits politiques majeurs s'incarnent à la fin dans des hommes et des femmes.

Les mêmes qui affectent de ne voir dans la révolution culturelle qu'une « rivalité de bureaucraties » sont les plus empressés à reconnaître que ce que fait et dit Deng Xiaoping s'oppose point par point à la ligne maoïste. Le plus souvent, il est vrai, pour se réjouir de la « démaoïsation »...

La politique de Deng, politique du Coca-Cola, de l'omnipotence des directeurs d'usines, des primes de productivité, du bachotage scolaire et de la suppression des droits de grève et d'affichage, fait la preuve rigoureuse que ce contre quoi il y avait révolte existait bel et bien, et que la révolution culturelle ne se trompait pas d'adversaires.

L'entreprise révolutionnaire a échoué. Elle a buté sur la question du parti, lieu contradictoire où l'ancien et le nouveau coexistaient dans un rapport ambigu à l'Etat, aux privilèges, à la bourgeoisie nouvelle dont accouchent, étayées sur les positions de pouvoir, les sociétés dites socialistes.

Le Thermidor qui a suivi la mort de Mao donne carrière aujourd'hui aux revanchards de la contre-révolution culturelle. Les « procès » de ces jours-ci indiquent de quoi ils sont capables, dans le zèle à organiser partout le lâche soulagement des époques égarées, et à mettre en scène leur triomphe dans les

formes les plus basses qu'autorise le contrôle de l'appareil d'Etat.

Pour nous, la révolution culturelle demeure la référence historique obligée de quiconque tient ferme sur le projet communiste, dans les conditions de notre temps : conditions fixées par le nécessaire bilan marxiste de ce monstre que la révolution d'Octobre, par une invasion dont il faut connaître les lois politiques, a fini par engendrer.

Le tribunal de l'histoire n'est certes pas l'actuel tribunal de Pékin. On veut nous annoncer que la révolution chinoise est enfin terminée. C'est possible pour un temps. Mais comme après la Commune de Paris, soldée, elle aussi, vaincue par l'apparence des procès de Versailles, notre héritage est ce que la révolution culturelle portait d'universel. Positivement, quant aux exigences de la marche au communisme. Négativement, quant à la question, à repenser et refondre, du type de parti communiste — parti post-léniniste — que cette marche exige.

Au regard de quoi les « procès » de Pékin ne sont que les spectacles retardataires que se donnent à eux-mêmes — faux-semblant de leur appétit de sécurité — les profiteurs provisoires de la halte d'un peuple.

Pour être différencié, le jugement de l'histoire, qui concerne ces faux juges, n'en est pas moins assuré.

(Fac-similé de la tribune libre parue dans le journal « Le Monde » en décembre).

## TCHAD: difficultés de la question nationale en Afrique

Au Tchad, la seconde guerre civile contre-révolutionnaire a pris fin avec la défaite des F.A.N. de H. Habré et la fuite de ce dernier.

Cet épisode illustre le drame de cette région de l'Afrique, commencé avec la conquête française à la fin du 19ème - début du 20ème siècle.

En effet, les contradictions inter-impérialistes de l'époque ont produit des zones d'influence des impérialismes alors dominants (Grande-Bretagne/France/Allemagne/Italie) réunissant dans le même cadre des sociétés traditionnelles à l'évolution historique différente. Le cours de la colonisation n'a fait qu'aggraver ces problèmes: en effet, pour maintenir et renforcer leur domination, les colonialistes ont utilisé à merci ces différences, jouant telle société contre telle autre (en ne nommant fonctionnaires que des gens d'une société pour aller administrer des gens d'une autre par exemple).

Le cas du Tchad est sans doute l'un des plus significatifs, et les contradictions qui s'y développent illustrent, sur une surface géographique limitée, tout le mal que pro-

duit l'impérialisme.

Pour les événements jusqu'à la mi-80, nous reportons les lecteurs aux nombreux articles parus dans le ML à ce sujet (No 27-28 Juin 78 — 35 Mars 79 — 37 Oct-Nov 79 — 41 Mai 80).

A cette date, il y avait 4 forces principales qui restaient en jeu après le départ des troupes françaises:

- les F.A.N. de H. Habré contrôlaient l'Est du pays et l'essentiel de la capitale N'djaména. Leurs troupes étaient nombreuses - à l'échelle du pays - efficaces, bien payées (avec semble-t-il le soutien de la France, de l'Égypte et du Soudan, désireux d'appuyer une force autonome vis-à-vis de la Lybie).

- les F.A.P. de Goukouni Oueddei installés au Nord et dans les quartiers résidentiels de N'djaména. Bien que Goukouni soit le président de la République en titre, il ne contrôlait que bien peu de choses, ces troupes étant indisciplinées, les divisions nombreuses à l'intérieur de ce qui avait été la branche principale du FROLINAT.

T.S.V.P .../...

- groupe Acyl Amat: une bande de quelques centaines de fusils, (carte principale de la Lybie) qui était alliée au F.A.P. dans le contrôle d'une partie de N'djaména (et qui avait en plus des bases traditionnelles dans la minorité « arabe » du pays).

- les F.A.T. de Kamougué: contrôlant le Sud du pays (zone cotonnière) à l'écart du conflit pour N'djaména mais plutôt du côté de Goukouni, par haine de Habré.

Les français quand à eux observaient la situation au Cameroun avec une unité médicale militaire qui soignait les blessés de chaque camp dans une « neutralité » consistant à entretenir la guerre et à comploter tous azimuts.



Image d'une guerre civile contre-révolutionnaire.

## POURQUOI L'ÉLIMINATION DE H. HABRÉ ?

D'un certain point de vue, Habré était l'empêcheur de tourner en rond: les F.A.T. entendaient conforter la scéssion du Sud (le Sud continue à produire du coton pour les sociétés commerciales françaises malgré l'anarchie provoquée par la dictature militaire de la gendarmerie-FAT) et Goukouni voulait contrôler toute la zone musulmane pour pouvoir compter face au Sud.

Sur ces causes internes, viennent se greffer des interventions impérialistes et étrangères:

- LA LYBIE a un plan sur la région, on le sait: pour elle tous les « touaregs » (terme large pour sa désignation des populations du Sahara et du Nord-Sahel) sont un seul peuple du Sahara Occidental jusqu'au Soudan Nord et même un petit bout d'Égypte). Il faut selon elle, que ce peuple existe sous une forme unifiée (dominée bien sûr par la Lybie qui est en fait le centre historique de la marche vers l'Ouest de l'Islam Saharien): c'est la « république Saharienne » de Khaddafi. Pour arriver à ces fins, tout est bon: interventions militaires directes, entretien de mercenaires, manœuvres tordues...

- L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS est très déprécié au Tchad. Il ne faut pas oublier que de 66 à 76, le peuple du Nord et du Centre Tchad a combattu le néo-colonialisme français et ses fantoches et les ont contraint au repli. Dans ce processus, l'impérialisme français s'est reporté sur le Sud Tchad, zone plus peuplée, plus riche (produisant des produits agricoles industriels et se suffisant en alimentation), et sa principale base dans la colonisation: tous les militaires de haut rang, les administrateurs... étaient originaires de cette zone. Mais, si l'exploitation économique continue tant bien que mal, la confiance politique de Kamougué et des F.A.T. vis-à-vis de leurs anciens maîtres (Kamougué était le chef de la gendarmerie néo-coloniale) a baissé considérablement, les troupes françaises ayant fait la preuve de leur incapacité à briser la rébellion et à maintenir l'État néo-colonial.

- D'AUTRES IMPÉRIALISMES interviennent au Tchad, par médiations (l'U.R.S.S. à travers la Lybie, les U.S.A. à travers le Soudan et d'autres pays).

- DES PAYS D'AFRIQUE, voisins, sont aussi très soucieux de la situation au Tchad, en particulier le puissant Nigéria, principal État de l'Afrique centrale, qui redoute l'ombre portée de la Lybie dans la région.

Habré, c'est celui qui contestait la scéssion, qui s'opposait aux Lybiens, qui voulait bien être aidé par les occidentaux tout en n'étant pas à l'évidence un fantoche docile en puissance.

C'est pourquoi, quand Goukouni a appelé les Lybiens à la rescousse (il était menacé par les F.A.N. jusque dans ses positions traditionnelles), tout le monde a plié, au delà des campagnes idéologiques anti-lybiennes: les français ne sont pas intervenus (ni directement avec des troupes, ni en fournissant - avec d'autres - des armements lourds équivalents à ceux amenés par les Lybiens, qui ont pilonné à l'aviation et à l'artillerie lourde les zones F.A.N. pendant 10 jours avant d'attaquer par voie terrestre), Kamougué, trop heureux de se débarrasser de Habré est monté à la rescousse à N'djaména pour avoir sa part du gâteau.

Habré a été battu militairement, mais aussi politiquement semble-t-il: ses troupes se sont débandées en grande partie et on signale que plus de la moitié se sont ralliés aux F.A.P., ce qui démontre à quel point il n'y avait pas de positivité dans ce camp-là aussi de la guerre civile contre-révolutionnaire. Un petit nombre de ses partisans se sont réfugié dans un des fiefs de l'ex-FAN, Habré lui-même tente de l'étranger de se réinsérer dans le conflit, mais il est douteux que ses forces puissent jouer un grand rôle sans une aide extérieure beaucoup plus massive ou un changement de méthodes politiques radical.

## UNE SITUATION EXPLOSIVE :

- Du côté des F.A.P., Goukouni a d'abord lancé des appels à l'aide, en direction de la France, pour la reconstruction du pays dévasté par la guerre. Puis il s'est rendu en Lybie où le projet d'unification du Tchad avec la Lybie a été annoncée en grande pompe. Cette fusion, si elle s'effectue dans la réalité, risque de provoquer:

- 1) le renforcement de la scéssion du Sud. Déjà Kamougué émet des réserves quant au rôle des troupes Lybiennes au-delà de l'élimination de Habré. On voit mal comment le Sud pourrait s'intégrer à l'ensemble « Islamico-Sahélien » de Khaddafi.

- 2) Au sein des F.A.P. (et à fortiori du côté de Habré) on se méfie parfois des Lybiens: déjà en 1978, 1000 soldats Lybiens ont été chassés du pays avec pertes et fracas alors qu'ils s'étaient infiltrés dans les zones F.A.P. Aujourd'hui, l'alliance Lybio-F.A.P. (avec les milliers d'hommes qui continuent d'arriver pour renforcer les forces Lybiennes - 5000 hommes au moins dont les 2000 « légionnaires Islamiques », Tchadiens, Nigériens, Maliens et mêmes Sénégalais, groupe mercenaire à la solde de la Lybie) risque de devenir pesante à la longue.

- 3) Les interventions étrangères risquent de se cristalliser de plus belle sur ces causes internes: une coalition Nigérien-pays Africains alentour- impérialisme français risque d'appuyer la scéssion F.A.T. et les résistants anti-Lybiens (au sein des F.A.P. et ailleurs) pour attiser une guerre de scéssion de type Nigérien (Si la Lybie tente d'étendre son emprise au Sud et au centre-Tchad).

Ce paysage politique, on le voit, est porteur de difficultés à venir pour le Tchad, ainsi que pour les pays voisins. Le tracé des frontières et l'existence réelle des États issus de la colonisation seront mis à l'épreuve.

Ne doutons pas des capacités des peuples de la région de trouver leur voie, même à travers des phases de confusion et de déchirements nationaux qui pourront apparaître. Si des forces marxistes-léninistes authentiques existent, c'est bien sûr un garant de clarification de la situation, dans la mesure où elles prennent en compte le caractère essentiel de la question nationale dans cette région et dans ces temps de montée des risques de guerre. A cet égard, la situation est variable, allant de l'absence totale (au Tchad notamment) à des points d'appuis ailleurs.

— SOYONS A L'AFFUT, POUR LES DÉNONCER, DES MANOEUVRES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DANS LA RÉGION !

— SOUTENONS LES FORCES INDÉPENDANTES DES PEUPLES !

# ENTRETIEN AVEC DES MARXISTES - LENINISTES SENEGALAIS

Au Sénégal, néo-colonie type de l'impérialisme français, avec son fantoche Senghor, amateur de grammaire et de poésie, ses bases militaires françaises..., le peuple a une riche histoire de résistance puis de lutte contre l'impérialisme.

Point d'ancrage principal de l'impérialisme français dans l'Afrique de l'Ouest (zone enjeu de rivalités inter-impérialistes et de déchirements nationaux comme on le voit aujourd'hui en particulier au Tchad), ce pays est à la fois typique de l'Afrique et spécifique: il y a là-bas des révisionnistes, des «socialistes», des centristes de type européen... et aussi, issus du mouvement de masse et éduqués par l'expérience, des marxistes-léninistes.

Dans cet entretien avec la rédaction du «ML» (rédaction définitive et sous-titres du «ML»), des marxistes-léninistes Sénégalais s'expriment sur la conjoncture Sénégalaise et mondiale, en abordant des thèmes politiques essentiels, pour les peuples et les marxistes-léninistes du Tiers-Monde (et du monde entier en particulier pour le peuple et la classe ouvrière de France) pour les éclairer sur la nature de l'impérialisme aujourd'hui, sous toutes ses formes.

C'est aussi un appel à la pratique de l'internationalisme prolétarien. Nous pensons que la publication de ce type d'entretien permet d'avancer dans ce domaine également.

Question du «ML»: Pour commencer, qu'en est-il des récentes arrestations des paysans à Fissel (dans la région de Thiès) ?

Réponse: Courant fin octobre, 4 paysans et 2 intellectuels ont été arrêtés. Ils seront traduits à la Cour de Sureté de l'Etat. Ils sont accusés d'avoir jeté le discrédit sur les institutions, d'avoir menacé la sécurité publique et d'avoir tenté de soulever les populations. Tout cela pour avoir participé à une réunion culturelle dénonçant la faillite du régime néo-colonial. Ils ont été sauvagement torturé pendant leur interrogatoire.

Deux choses à noter à propos de ces arrestations:

-1) Depuis 1976, date qui a inauguré la période dite «d'ouverture démocratique» c'est la première fois qu'il y a des détenus politiques au Sénégal. C'est un signe des temps. En effet, cet acte répressif annonce la période de «fermeture démocratique». Nous voulons dire par là que, devant l'intensification de la crise et l'essor des luttes de masse, le régime ne peut plus maintenir une certaine mascarade démocratique, il est de plus en plus acculé à dévoiler au grand jour son essence terroriste. Quelques faits:

\* Courant Novembre, les travailleurs de l'ONCAD (instrument de la politique agricole du gouvernement, dissout le 31 Oct. 80, mettant 5000 personnes au chômage), mènent une lutte héroïque autour du paiement de leurs droits et de leur recasement. Après plusieurs manifestations, ils occupent pacifiquement la SONAR (nouvelle société créée après la dissolution de l'ONCAD avec seulement 300 employés permanents). La police charge avec une barbarie rarement égalée: 70 blessés dont 3 très graves, 40 interpellations et 3 inculpations.

\* A la même période, les enseignants du SUDES (syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal) manifestent autour de leurs revendications, la police charge violemment, 3 enseignants sont interpellés, 18 suspendus de la fonction publique.

\* Plus récemment, le régime a interdit la revue «Le Communiste» publiée par des marxistes-léninistes Sénégalais et dirigée par Landing Savané.

\* On doit noter aussi l'intervention brutale des CRS contre les étudiants Sénégalais, aux cris de «sales nègres, rentrez chez vous», lors de l'occupation de l'ambassade du Sénégal à Paris, intervention demandée par les autorités Sénégalaises (50 blessés). A la suite de cela, celles-ci ont coupé définitivement la bourse de nombreux étudiants résidant en France comme représailles. Au même moment, à Dakar, des diri-

geants de l'UNAPES (union patriotique des étudiants sénégalais) sont victimes de nombreuses tracasseries. etc....

-2) Pour la première fois dans l'histoire récente, des paysans sont arrêtés pour des motifs explicitement politiques et doivent passer à la Cour de Sureté de l'Etat, instance qui jusqu'ici ne jugeait que des intellectuels, ceci montre l'inquiétude du régime face à la colère qui gronde dans les campagnes, colère encore sourde, mais grosse de révoltes à venir. Question du «ML»: Quelle est l'attitude des différentes forces politiques de l'opposition face à la situation de crise et à l'essor des luttes de masse ?

Réponse: La scène politique est très animée. Ça grouille partout comme on dit.

Du côté des forces nationalistes bourgeoises, on se démène. Ces forces (R.N.D.: Rassemblement National Démocratique; les Socialistes Autogestionnaires; le groupe de Abdoulaye Ly, ex-ministre) sont non reconnues. Elles dénoncent d'une certaine manière la domination impérialiste et ont un projet devant déboucher sur un capitalisme d'Etat à caractère national. Elles ont une conception très immédiatiste, elles pensent en gros que le régime est si affaibli par la crise qu'une simple généralisation de la lutte pourrait conduire à sa chute. C'est là, assurément une conception très putschiste.

A côté, le P.A.I.-Breznev («clandestin» toléré), P.C.F. du coin, tout aussi putschiste, prépare ses troupes et élabore ses plans. Il déploie une fébrile activité en direction des forces nationalistes bourgeoises et même des forces de l'opposition légale comme le très réactionnaire P.D.S. (Parti Démocratique Sénégalais, qui depuis sa création entretient des rapports avec le P.R. Giscardien) pour initier un front sous sa houlette. Bien que peu puissant, il mise sur une situation de crise qu'il pourrait mettre à profit avec l'aide directe ou indirecte de l'U.R.S.S. Il dit, pour préparer l'opinion, qu'aujourd'hui «aucun peuple ne peut affronter la puissance des impérialistes en comptant sur ses propres forces et que ce n'est pas avec des marteaux et des dadas qu'on fera la Révolution».

Les Communistes Marxistes-Léninistes pensent quant à eux que certes une généralisation des luttes est dans l'ordre des choses à court et à moyen terme, mais que celle-ci ne fera que créer des conditions au passage à une étape supérieure permettant d'envisager les perspectives stratégiques s'inscrivant dans la conduite de la guerre populaire révolutionnaire prolongée. Immédiatement, ils travaillent à contre-carer les plans révisionnistes, à développer l'union avec les for-

ces anti-impérialistes, avec tout ce que cela comporte de dialectique de lutte et d'unité, ils sont partie prenante des luttes de masse et travaillent à développer ce qui s'y donne d'antagonisme dans la perspective de la tâche centrale de l'heure: la création du parti politique du prolétariat.

Question du «ML»: Qu'en est-il de la transformation de l'intervention de l'impérialisme français et des conséquences de cette transformation sur le régime néo-colonial ?

Réponse: Le Sénégal est depuis 300 ans sous la botte de la France. Dans les années 60, il y a une «nouveau»: les «indépendances». Le bilan de 20 années écoulées depuis est négatif à tous points de vue. Quelques indices: à la fin des années 70, le Produit intérieur Brut est en baisse constante (en 78 baisse de 1,8% par rapport à 70 tandis que la population a augmenté de 2,5%). Entre 77 et 78 la baisse réelle est de 20 FF par habitant. La balance commerciale est déficitaire de près de 80 milliards CFA. Pour l'agriculture, les cultures vivrières sont en baisse (400 000 tonnes de déficit), l'arachide (principale culture industrielle) est passée de 1 million de tonnes en 66 à 450 000 tonnes en 79-80. Les rendements à l'hectare en céréales sont passés de 1000 kg à 400 et quelques kilogs. En agriculture, d'une manière générale, on peut parler de catastrophe.

Sur le plan social, il y a une dégradation constante des conditions de vie et de travail en ville (en 1980, il y a eut 10 000 licenciés sur environ 100 000 salariés en tout) comme à la campagne (paupérisation, disette voire famine).

La crise du système néo-colonial a entraîné l'appel de Senghor à l'intervention du F.M.I. (Front monétaire international) et de la banque mondiale. Cette intervention a été rendue nécessaire par l'incapacité de l'impérialisme français d'intervenir seul pour sauver l'économie Sénégalaise, compte-tenu de la crise qu'il traverse pour lui-même dans la métropole impérialiste (chômage, surproduction...).

Le F.M.I. a posé des exigences qui implique une nouvelle stratégie de l'impérialisme. Pourquoi ?

### La domination néo-coloniale jusqu'à la crise: ses caractéristiques, ses moyens.

De l'«indépendance» jusqu'à une date récente, l'intervention directe impérialiste se situait, du point de vue économique, surtout dans l'industrie d'extraction minière et de transformation. Plus de 60% des capitaux étaient français (même si depuis 10 ans cette domination était partagée avec la C.E.E.: 20% des capitaux).

D'autre part, l'impérialisme français était hégémonique sur le plan culturel, le français était langue officielle imposée dans l'enseignement, en dépit de la volonté des patriotes de revaloriser leurs langues nationales. La «coopération» permettait cette hégémonie: le corps professoral étant sous le contrôle de l'impérialisme français, aussi bien dans le supérieur que dans le secondaire. Cette «coopération» se manifeste aussi dans tous les secteurs de l'appareil de l'Etat.

Sur le plan militaire, le Sénégal est la principale base de stationnement de troupes françaises en Afrique de l'Ouest. Cette base sert de départ à toutes les interventions militaires de l'impérialisme français en Afrique: Mauritanie, Togo, Gabon, Sahara Occidental, Zaïre, Centrafrique.

Ces pratiques sont liées à la position stratégique occupée par le Sénégal (de longue date: Saint-Louis du Sénégal a été la capitale de l'ex-Afrique Occidentale Française et le plus ancien point d'ancrage français en Afrique Noire). L'Atlantique est une voie importante pour le passage des matières premières, Dakar est la pointe la plus avancée de l'Afrique dans l'Atlantique et son port est le deuxième plus profond de l'Afrique...

Par contre, sur le plan agricole, la politique de l'impérialisme français a été, après l'«indépendance» de concéder à la bourgeoisie nouvellement créée, et tributaire pour l'essentiel des français, le soin de s'occuper de ce domaine d'activité sur le plan de la commercialisation de l'arachide (la transformation industrielle constituant l'essentiel de l'industrie Sénégalaise et étant dans les mains de monopoles français: Lesieur...).



L'industrie au Sénégal est surtout fondée sur la transformation de l'arachide

Ce secteur (commercialisation des produits agricoles) était donc étatisé, la bourgeoisie politico-bureaucratique n'avait pas de bases économiques à proprement parler au moment de l'indépendance. Pendant la période coloniale, il y a eut des couches intermédiaires telles que les libano-syriens, qui ont occupé le secteur du commerce etc...

Donc, à partir de la commercialisation agricole, qui est devenu un monopole de la bourgeoisie politico-bureaucratique, et qui lui servait d'assise économique, s'est formé ce que l'on a appelé le capitalisme agraire bureaucratique d'Etat, essentiellement parasitaire (ponction sur le revenu des paysans), relai entre les masses paysannes et l'industrie dominée par le capital étranger chargée de la transformation du produit agricole. Son caractère parasitaire est renforcé par le dilapidage, le gaspillage, la corruption et l'entretien d'une bureaucratie pléthorique...

Sur le plan politique, 68 a constitué une année de ruptures. Le soulèvement populaire de Mai-Juin - parallèle à ce qui se passait en France -, les sentiments nationalistes, ont modifié, jusqu'à un certain point, les rapports de domination. Depuis, il y a eut une relative diversification du capital étranger (également liée aux difficultés de l'impérialisme français).

Jusqu'en 68, la politique extérieure Sénégalaise peut être strictement confondue avec celle de l'impérialisme français. Après 68, des modifications formelles, mais non fondamentales, ont pu apparaître, mais recoupant la politique de la France en particulier sur les questions du Zaïre, du Tchad et de la Mauritanie.

### Une période intermédiaire: l'«ouverture démocratique».

Après 68, jusqu'en 74, il y a un flux du mouvement révolutionnaire, le mouvement de masse allait déferlant, la bourgeoisie politico-bureaucratique était de plus en plus discréditée et n'arrivait plus à contrôler la situation.

L'impérialisme français a alors proposé un desserrement de l'état, pour qu'il y ait des formes, particulières et restrictives, de démocratie. C'est l'«ouverture démocratique»: il y a une révision constitutionnelle, 2 partis sont autorisés en plus du parti gouvernemental PS (le PDS et le PAI de Majmoud Diop). Le PDS se proclame «parti de contribution» donc de contribution à la domination néo-coloniale. Le dirigeant du PAI, quant à lui, lors de sa première interview au «Soleil» quotidien de Dakar, il affirme qu'il veut instaurer «le dialogue et la collaboration entre les différentes classes».

Il faut noter que cette «ouverture démocratique» ne s'est faite qu'après la répression du journal «Xarébi-La lutte» qui s'était fait le porte-parole des aspirations des masses en publiant une feuille clandestine constituant un pôle politique révolutionnaire. «Xarébi» s'inscrivait dans le courant révolutionnaire prolétarien marxiste-léniniste (sans s'autoproclamer comme tel ouvertement). Les communistes armés de

la pensée de Mao Tsé Toung y jouaient un rôle hégémonique, dirigeant. C'était un journal de propagande, mais aussi d'agitation politique, lié à une organisation constituée. L'un de ses derniers numéros (le 9) montre que le journal était l'instrument d'une organisation révolutionnaire s'inscrivant dans le courant maoïste: «An Djef». Le procès de la bourgeoisie néo-coloniale et de l'impérialisme français a été dirigé contre le journal ET l'organisation, accusés d'avoir appelé au «soulèvement des populations et d'avoir jeté le discrédit sur les institutions». Les militants arrêtés ont été durement torturés de manière sans précédent dans l'histoire récente, et condamnés à 1 ou 2 ans de prison (la modicité relative de ces peines était liée au fait que l'«ouverture démocratique» s'ouvrait et qu'il ne convenait pas d'avoir des prisonniers politiques).

Il y a une filiation politique entre «Xarébi» et les publications marxistes-léninistes d'aujourd'hui.

La volonté de l'impérialisme en desserrant un peu, était de désamorcer le mouvement en cours, de le canaliser dans une optique parlementaire.

Question du «ML»: Oui, il s'agissait de voir si on pouvait mettre autre chose en place comme système, avec plusieurs partis. C'est intéressant pour les bourgeois, ils savent que c'est mieux d'avoir plusieurs partis, un parlement... que d'avoir un parti unique, et une police.

Réponse: Senghor le savait très bien qui disait: «pour éviter la révolution, il faut la faire d'en haut». Cette période a donc été témoin d'une floraison de partis opportunistes et réactionnaires.

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

## Jaay doole bi

LE PROLETAIRE

Directeur de Publication: Amadou TOP - Rédacteur en Chef: Landing SAYANE  
N° 3 JUILLET 1980 - BP 12025 DAKAR - Prix: 200 CFA Francs Étranger 250 CFA

### ÉDITORIAL DU PREMIER NUMÉRO: «NOTRE CAMP»

«JAAY DOOLE BI» paraît dans un contexte national et international particulièrement trouble qui nous donne la mesure des responsabilités qui seront les nôtres.

Au Sénégal, la situation de crise où l'a conduit son état de dépendance par rapport à l'impérialisme, français en particulier, vient brutalement et définitivement porter une condamnation sans appel au néo-colonialisme.

Les questions sociales, politiques, économiques, culturelles, centralement mises à l'ordre du jour par les contradictions de la société sénégalaise des années 80, sont telles que personne ne peut se faire d'illusion sur les capacités du néo-colonialisme à générer des solutions justes. Tout indique qu'on s'achemine désormais vers la banqueroute.

L'ouverture démocratique quant à elle est en passe de connaître le même sort qui lui fut réservé en Iran, au Mexique, en Colombie, en Tunisie, etc... où, bien avant le Sénégal, les maîtres impérialistes l'expérimentèrent dans leur recherche d'un palliatif à la montée des revendications populaires dont les exigences, chaque jour plus «intolérables» ne pouvaient plus être éconduites, à l'ancienne manière: ceci du fait des nouvelles tendances du rapport de force, dont la défaite de l'impérialisme américain en Asie du Sud-Est a été le révélateur le plus sensible.

Ici comme ailleurs, le tour est loin d'être joué. Le scénario laborieusement mis sur pied ne peut, malgré les efforts déployés avec persévérance par les protagonistes de la mascarade, empêcher le peuple opprimé d'investir le terrain de la lutte de classe, et donc de remettre en cause fondamentalement l'ouverture démocratique qui n'a apporté ni lumière ni bouffée d'air.

Dans le monde aujourd'hui, la caractéristique essentielle, c'est la frénésie démente avec laquelle les USA et l'URSS s'activent pour la domination du globe.

Les peuples et nations opprimés voient se manifester avec évidence les préparatifs d'un conflit généralisé, du fait de la rivalité des deux superpuissances, principalement de la tenace volonté du social-impérialisme russe d'étendre ses tentacules, au nom de l'internationalisme prolétarien, dont il a violé les règles essentielles depuis fort longtemps.

Ce qui se donne aujourd'hui comme un fait constant, c'est que le Tiers-Monde, l'Afrique en particulier, est dans la phase initiale de ce «gangstérisme» international, le point de localisation des appétits insatiables de ces ogres. L'impérialisme français, ennemi principal du peuple sénégalais, se démène quant à lui pour préserver son empire néo-colonial.

Le Sénégal, par sa situation géographique stratégique et par le rôle qu'il joue dans le dispositif français est aujourd'hui une proie de choix pour ceux qui veulent dominer l'Afrique.

La position est d'autant plus inconfortable que s'y cotoient les militaires français et les agents patentés de Moscou. L'existence d'un mouvement révisionniste, inconditionnellement aligné sur les positions de Moscou, est particulièrement préoccupante en cette période où l'on exhume de soi-disants accords de défense (si on ne

Ce mensuel légal paraît depuis Fev. 80 au Sénégal, profitant de la relative «libéralisation». Sous une forme «prudente», il complète la propagande marxiste-léniniste qui circule clandestinement depuis des années. (Le ML transmettra toute demande).

prétexte pas tout bonnement de répondre à l'appel d'un régime qui n'est pas encore installé, en prenant bien soin d'avoir dans ses soutiens un président de rechange), pour intervenir massivement et brutalement dans les affaires intérieures des pays (Cf Afghanistan et Centrafrique).

Pour jouer correctement notre rôle dans ces conditions, nous choisissons sans équivoque notre camp: celui du prolétariat révolutionnaire, sous la bannière duquel nous avancerons résolument vers le triomphe de la R.N.D.P. (révolution nationale, démocratique et populaire) et la victoire du socialisme.

Nous trouvons sur le terrain de la presse une tradition solidement ancrée, caractérisée pour l'essentiel, par un débat d'intellectuels qui ont besoin, pour eux-mêmes, de faire étalages de connaissances livresques, dans un arrière fond de disputes de pédants, convaincus que ce sont les héros, et non point les masses, qui font l'histoire: et que les héros ce sont eux.

Quant à nous, nous ne pourrions nous «immerger» dans les marais infestés de la polémique stérile: c'est dire que les plumitifs du régime néo-colonial, comme les scribes vaniteux du révisionnisme moderne qui espèrent nous entraîner dans la ronde des réponses répétitives à tel ou tel autre, en seront pour leurs frais.

Notre objectif est clair: «concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politique pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat». Investir ce mot d'ordre dans l'actualité politique du Sénégal, c'est pour nous, assumer jusqu'au bout et de manière conséquente la popularisation des luttes variées du peuple et les articuler aux tâches anti-impérialistes, anti-féodales et anti-hégémoniques d'ensemble qui structurent aujourd'hui la vie de la nation sénégalaise.

Diffuser la méthode, le point de vue et le style marxiste-léniniste au sein des masses, afin qu'à leur contact elles se transforment en une puissante force matérielle, capable de porter la débacle dans le camp de la réaction.

Travailler à l'édification et à la consolidation de l'avant-garde du prolétariat, armée du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé Toung.

Ouvrir à la formation du bloc d'alliance ouvrier-paysan et à l'union de toutes les forces patriotiques qui sont du même camp: celui de l'opposition à l'impérialisme, français en particulier, au féodalisme et à l'hégémonisme.

Prendre aussi pour cible le révisionnisme moderne, principalement représenté au Sénégal par le P.A.I. pro-soviétique et constituer pour lui un écueil incontournable dans ses vils projets de rééditer au Sénégal les expériences éthiopiennes, angolaises, afghanes, etc...

Il faut amener notre peuple à signifier à ces messieurs que la révolution sénégalaise ne sera pas importée. Elle sera l'œuvre des masses populaires elles-mêmes, mobilisées pleinement autour de leurs intérêts, sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

S'opposer fermement aux agissements des superpuissances (URSS et USA), dont les ambitions dévorantes conduisent aujourd'hui le monde à la guerre.

(Février 1980)

La bourgeoisie démocratique nationaliste a tenté également de s'organiser: c'est le cas du R.N.D., mais il n'a pas été reconnu car il a des velléités anti-impérialistes, certes in-conséquentes, mais suffisamment gênantes pour le régime.

Ce désamorçage a été d'abord payant: l'initiative appartenait à la bourgeoisie politico-bureaucratique liée à l'impérialisme, d'autant plus que le mouvement de masse et le mouvement révolutionnaire connaissent une période de reflux; il y a une analogie avec la période de la guerre d'Algérie: à l'effervescence anti-coloniale dans les colonies d'Afrique a répondu la «décolonisation» des années 60, les années de l'«espoir», pour prévenir la tension, «détendre la corde avant qu'elle ne se casse» selon les mots de De Gaulle.

Cependant, cette période de transition n'a pas liquidé l'essor des luttes de masse, car le système néo-colonial est toujours incapable de résoudre les problèmes fondamentaux: la crise va de plus belle dans les années 78-79 et le mouvement de masse reprenait petit à petit de l'ampleur.

### 78-80: la crise se développe, une nouvelle étape se dessine pour la bourgeoisie Sénégalaise.

Avec les catastrophes économiques, un redéploiement de l'impérialisme français se dessine.

C'est une politique de reconquête, pas propre au Sénégal, visible dans toute la zone: en Guinée-Conakry, réconciliation avec Sékou Touré; en Mauritanie, reprise en main après les grandes nationalisations de 73; au Mali accords entre le Franc français et le Franc Malien; interventions militaires au Zaïre... cela correspond à une nouvelle étape.

Au Sénégal, à partir de 78-79, l'impérialisme français ne se contente plus de l'industrie et de l'extraction, il s'intéresse à l'agriculture. Le capitalisme d'Etat de type agraire connaît des difficultés: la SOCAP (pêcheries d'Etat), BUD-Sénégal et l'ONCAD sont dissoutes.

Dans le même temps, on voit l'impérialisme français s'intéresser à ce secteur: investissements, création de fermes...

On passe de l'étape de la monoculture arachidière vers une extension à d'autres cultures industrielles (coton, tomates pour concentrés, canne à sucre, projets d'agro-business en rapport avec le barrage sur le fleuve Sénégal - projet concernant également la Guinée, le Mali, la Mauritanie). Ce renouveau de la politique agraire de l'impérialisme français s'accompagne aussi de la reprise en main des quelques secteurs de l'industrie où l'Etat Sénégalais était présent (extension de l'emprise du capital).

Sur le plan militaire, il y a aussi un renforcement: après le port militaire de Bel-Air à Dakar, la base aérienne de Ouakam, l'impérialisme français a construit cet été une nouvelle base terrestre à Thiès. Officiellement, il y a en tout 1200 hommes, mais pendant l'intervention au Sahara Occidental, la présence habituelle a été doublée, ainsi que pendant l'affaire Zaïroise. Il y a une gendarmerie française qui règle les affaires concernant les français (similitudes avec le statut d'occupation en Allemagne).

Dans cette politique de redéploiement, les exigences du F.M.I., patronné par l'impérialisme français pour ce qui concerne le Sénégal, représentent une volonté de reprise en main vigoureuse de la situation, face à une bourgeoisie poli-

tico-bureaucratique de plus en plus discréditée malgré les efforts pour la renflouer. D'où l'exigence d'assainissement de la gestion des établissements publics, modération des dépenses publiques contre la corruption et le gaspillage, les avoirs extérieurs étant considérés comme rédhibitoires par l'impérialisme français. Il faut arriver à rééquilibrer un peu la balance des paiements pour rétribuer le capital international. Cela va de pair avec la réduction des investissements à caractère social (santé, logement...) ce qui accentue la détérioration du niveau de vie des masses ainsi que le refus que l'Etat Sénégalais supporte les prix de certains produits de 1ère nécessité (politique chère aux gouvernants français de «vérité des prix» entraînant des hausses considérables).

Cela attaque tout ce qui permettait à la bourgeoisie politico-bureaucratique d'avoir un niveau d'existence très enviable pour un pays du Tiers-Monde (buildings, autos de luxe...). Maintenant, il faut que l'Etat se serre la ceinture pour financer le grand capital: ainsi, en Avril, une loi pour le financement à l'exportation a été prise. Comme les industries au Sénégal ne sont pas principalement liées au marché intérieur et qu'il faut exporter vers d'autres pays, d'Afrique en particulier, et pour promouvoir cette exportation en vue de rééquilibrer la balance commerciale (moins 60 milliards), l'Etat subventionne le capital étranger (détaxations...), pour que les produits soient concurrentiels.

Comme l'Etat ne peut plus tirer ses revenus que par la taxation à l'importation, les prix ont augmenté sur tous les produits importés (qui constitue une grande part du marché), le coût de la vie devient très élevé (même pour les touristes!).

Cette réduction de la marge de manoeuvre au plan des revenus de la bourgeoisie politico-bureaucratique, correspond à l'objectif de l'impérialisme français de la ramener à son rôle strict de gestionnaire de l'appareil d'Etat et de renouvellement des conditions de la domination du système néo-colonial sous la forme de la reconquête du capital financier impérialiste au détriment de l'intervention Etatique Sénégalaise.

Mais cette politique est également une réponse à l'accentuation, au développement et à l'approfondissement du mécontentement populaire. La parade, le gaspillage, les richesses extraordinaires dans un pays comme le Sénégal accentuent le mécontentement et les luttes.

C'est pourquoi la bourgeoisie impérialiste française cherche à trouver une solution de rechange. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'annonce du départ de Senghor au début de l'année pour laisser les rênes à Abdou Diouf, «rénovation» qui permettrait de laisser entrer des «technocrates» (formés dans des «business Scholls» en France mais aussi ailleurs en Europe et en Amérique) plus gestionnaires que politiciens intéressés.

Question du «ML»: Y a-t-il ce qu'on appelait jadis «une bourgeoisie compradore» ?

Réponse: Dans ce redéploiement, l'impérialisme français s'associe en effet, jusqu'à un certain point, avec une très mince couche de la bourgeoisie qu'on peut qualifier de «compradore». C'est difficile de la distinguer de la bourgeoisie politico-bureaucratique, car il y a osmose (le transit par l'appareil d'Etat permet l'accumulation de départ en se succrant comme ministre ou en détournant les fonds publics).



Les bases militaires françaises au Sénégal: point d'appui principal des interventions françaises en Afrique (ici au Zaïre).

Parmi les effets de l'impérialisme français au Sénégal: catastrophe agricole, exode rural, quelquefois émigration en France.



Il faut noter que ce processus a été dénoncé au cours d'une campagne de presse provenant non de l'opposition, mais de la droite impérialiste française («Aurore», «Figaro», «Matin de Paris»...) dénonçant la corruption, les scandales, les dilapidations... au Sénégal !

Une frange dynamique de la bourgeoisie a donc investi par ci par là. Le cas le plus typique est celui d'Adrien Senghor (neveu de Léopold). C'est d'ailleurs l'un des interlocuteurs privilégiés de la Caisse Centrale de la Coopération Economique et Financière de l'impérialisme français. C'est le prototype du «bon capitaliste» ayant dépassé la «politique politicienne» pour investir efficacement, il représente une couche à venir appelée par les vœux de l'impérialisme. Dans le même temps, le crédit intérieur étant ralenti, les petites et moyennes entreprises succombent (faillites...) seuls les monopoles et les grandes entreprises survivent.

Question du «ML»: Pourquoi un coup d'Etat, en particulier militaire, n'est-il pas vraisemblable à l'heure actuelle au Sénégal ?

Réponse: Le Sénégal a des particularités sur ce plan. D'abord il est absolument stratégique pour l'impérialisme français. De ce fait, celui-ci prend des mesures spéciales:

- en dehors de la présence directe de troupes françaises, présence actuellement renforcée, il y a des militaires français en uniformes Sénégalais, le 2ème bureau est également présent au Sénégal, ce qui est un contrepois non négligeable par rapport aux velléités des militaires Sénégalais d'envisager un coup d'Etat. C'est généralement désamorcé avant exécution.

- l'intelligence de la bourgeoisie politico-bureaucratique se déploie pour diviser les forces armées et ses différentes fractions ou clans, afin de créer des contradictions en leur sein et les rendre impuissantes.

- il faut noter aussi une politique de corruption en direction des militaires (salaires consistants, logements gratuits...) et des policiers (au moment où la politique d'austérité bat son plein, les policiers viennent de recevoir une augmentation de salaire rétroactive sur plusieurs années. Ce qui a entraîné en leur sein une très grande satisfaction).

#### Les effets dans le peuple de la reconquête.

Question du «ML»: Quelles sont les transformations dans le peuple liées à cette nouvelle politique. Par exemple: la structure des campagnes s'est-elle modifiée ? Les structures traditionnelles sont-elles encore importantes y a-t-il toujours alliance entre Senghor et les Mourides ? Y a-t-il un exode rural ? ...

Réponse: Il y a eu des changements importants dans la paysannerie (commencés dès 68 avec le «malaise paysan» décrit par Senghor). A la base de tout cela, la monoculture arachidière au détriment des cultures vivrières. L'arachide a entraîné une baisse constante des revenus des paysans (avec l'endettement lié au matériel agricole vendu par des organismes impérialistes SISCOMA, SIES...). De plus, les in-

frastructures hydrauliques stagnent et avec la sécheresse, c'est la catastrophe. L'exode rural est alors massif, parfois par villages entiers, le cheptel est décimé...

Cette situation est aggravée par les féodalités. Les Mourides, par exemple, (secte musulmane) continuent à contrôler le 1/3 de l'arachide. Les rapports entre les féodalités et les masses paysannes sont des rapports d'exploitation et de domination, soit par le travail gratuit au profit du Marabout (Santane) soit par des redevances ou tributs. Avec la crise et la diminution des revenus, on notera cependant que la tendance à approvisionner les marabouts s'affaiblit.

L'échec de la politique agricole a entraîné des formes de résistance qui se généralisent aujourd'hui: refus de payer les dettes contractées de force (cet endettement a d'ailleurs beaucoup servi les féodaux et les paysans riches ainsi que les usuriers qui ont proliféré en achetant à vil prix les matériels agricoles vendus aux paysans à des prix excessifs), volonté de se désengager de la culture de l'arachide au profit des cultures vivrières, détournement de l'ONCAD (ce qui a également joué dans sa dissolution, son passif de 60 milliards CFA était dû au refus paysan de payer les dettes).

On peut donc constater une bipolarisation au niveau des campagnes: les paysans pauvres et moyens s'appauvrissent tandis que les riches s'enrichissent plus encore par usure et exploitation des paysans; on note aussi la tendance à la transformation des paysans pauvres en ouvriers agricoles.

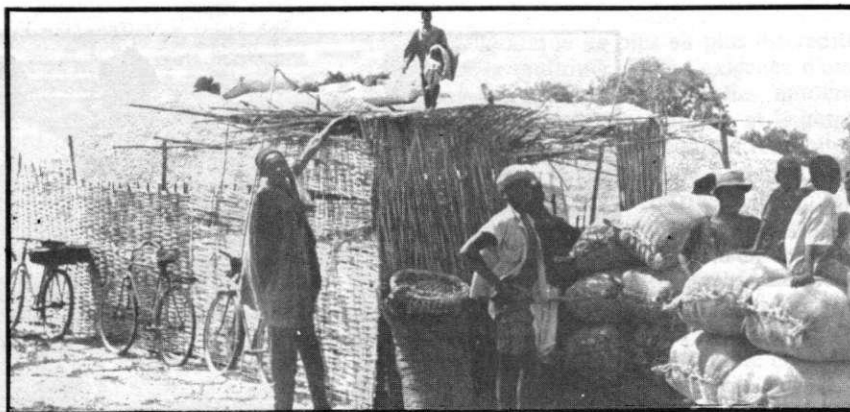
Contre tout cela, il y a des tentatives d'organisation: une des formes d'organisation est le «syndicat de paysans, éleveurs et pêcheurs», créé il y a deux ans (première tentative pour le Sénégal). Quoique reconnu, ce syndicat n'arrive pas à se déployer, à cause certes des entraves posées par l'Etat mais aussi à cause de son orientation dominée par les forces démocratiques bourgeoises.

#### Les tâches des marxistes-léninistes à la campagne.

Le syndicat paysan n'est, comme cela a été déjà dit, qu'une forme d'organisation, qui du reste ne mobilise pas actuellement des masses importantes. Il y a aussi des associations paysannes d'entraide et des associations culturelles mais pour l'essentiel, la question de l'organisation des paysans en vue de la lutte est une question posée.

La question est encore en travail chez les marxistes-léninistes, mais l'idée se développe de plus en plus qu'il faut partir des associations d'entraide spontanément créées par les paysans pour créer des unions paysannes révolutionnaires en élevant la plate-forme d'entraide vers une plate-forme démocratique et anti-impérialiste. Aujourd'hui, les marxistes-léninistes sont surtout implantés dans la classe ouvrière, mais, de plus en plus, surtout en rapport avec l'essor des luttes, il faut envisager la question du déplacement du centre de gravité de l'activité marxiste-léniniste vers les campagnes.

La monoculture de l'arachide imposée par le colonialisme: une catastrophe !



Question du «ML»: La pratique des paysans de lutte contre la main-mise de l'État est-elle articulée à une conscience politique même embryonnaire ?

Réponse: Certes oui, mais il y a encore beaucoup de pesanteurs à secouer. Par exemple, certains de ceux qui s'opposent à la politique agraire, peuvent être en même temps membres du P.S. (Parti de Senghor). Une démarcation politique existe dans certaines zones de pointe. Mais il y a souvent la tendance à personnaliser les choses: il y a le «bon» et le «mauvais» politicien, et parfois la paysannerie est utilisée comme masse de manoeuvre pour les rivalités politiques bourgeoises. A cela, il faut ajouter la force de la religion: le fatalisme, l'esprit de résignation, de soumission.

Question du «ML»: Les forces religieuses sont importantes au Sénégal. Y a-t-il la possibilité, comme en Iran, que le mouvement national, à un moment ou un autre, puisse être utilisé par les religieux. Nous ignorons le degré de politisation du clergé, mais les Mourides se sont quand même constitués dans un rapport dialectisé avec l'impérialisme français: ils sont à son service, mais aussi se voient comme une force avec laquelle il faut compter. Si les féodaux sont coincés, ils peuvent se tourner vers les masses et y introduire une mauvaise voie pour la lutte de libération nationale, avec des thèmes anti-communistes musclés, alors il y aura rivalité pour la direction du mouvement national.

Réponse: C'est effectivement possible. Deux choses doivent être notées:

-1) Du fait que le capitalisme impérialiste se développe de plus en plus à la campagne, la question nationale est ici très étendue.

-2) Il y a une tendance de plus en plus remarquable chez une partie des féodalités religieuses à se reconvertir à travers un capitalisme national ou compradore.

Il existe donc des conditions d'instrumentation de la question nationale au profit des forces religieuses. L'expérience Iranienne a enflé la tête de certains. C'est ainsi qu'un petit marabout du nom de Niass, véritable escroc et canaille qui se cache derrière un purisme religieux, a créé un parti islamique clandestin. Il réside actuellement en Lybie, celle-ci finançant et encadrant une base d'entraînement de guerilleros Sénégalais. Il a de très sérieuses ambitions de devenir l'Ayatollah du coin. Mais à la différence de sa référence, il n'a ni enracinement de masse, ni enracinement historique.

On sait aussi que ça grouille beaucoup au sein et autour des forces maraboutiques, mais les tendances ne sont pas encore nettement dessinées, du moins à nos yeux. Toujours est-il que jusqu'à présent, pour l'essentiel, les grandes forces maraboutiques sont bel et bien au service de l'impérialisme français. Mais nous devons être très attentifs aux tendances nouvelles.

#### Les tâches des marxistes-léninistes dans la classe ouvrière.

Au niveau de la classe ouvrière, le plan de redressement fixé par le FMI et la banque mondiale a eu pour conséquence des mesures anti-sociales étendues (lock-out, compressions, licenciements...) avancées par l'État (exemple: loi 80-0 qui plafonne les indemnités de licenciements pour atténuer les charges du patronat).

Dans presque tous les secteurs, il y a eu des luttes: chez les cheminots; à la Compagnie Sucrière Sénégalaise: 6000 ouvriers en grève en Mai, grève qui avait des objectifs économiques mais aussi lutte contre le racisme du patron et de ses cadres français (véritable apartheid avec logements séparés...); lutte à l'ONCAD avec occupation de sièges...etc bref, il ne se passe pas une semaine sans un débrayage, une grève, une manifestation contre le patronat.

Les marxistes-léninistes interviennent dans tous les secteurs, mais surtout au sein de la classe ouvrière en rapport avec la tâche centrale de création du parti du prolétariat. Les objectifs qui se posent à ce niveau, c'est d'assurer la direction des luttes économiques et politiques de la classe ouvrière, développer un courant prolétarien au sein de la classe, et constituer une force politique indépendante de la classe ouvrière.

Il faut envisager la coordination de l'ensemble des luttes actuelles afin de doter la classe ouvrière d'un instrument de direction unifié.

Dans ces tâches, les marxistes-léninistes rencontrent un obstacle très important avec les bonzes syndicalistes de la CNTS (syndicat de collaboration) mais aussi avec les révisionnistes qui cherchent à s'incruster dans le mouvement ouvrier, syndical essentiellement, et qui sont directement en cheville avec les bonzes Étatiques sus-nommés chaque fois qu'il s'agit de «liquider les maoïstes».

#### Les révisionnistes au Sénégal...menants au contexte géo-politique.

Cela pose la tâche de la lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme syndical.

Question du «ML»: Le développement de partis révisionnistes est rare en Afrique. Il y a des cliques qui se rallient au social-impérialisme et prennent un vocabulaire «communiste», mais il y a rarement, comme au Sénégal, constitution de véritables partis politiques révisionnistes. D'abord, en est-ce vraiment un ? Quel est son projet ?

Réponse: C'est en effet particulier au Sénégal. Si on prend le cas de la Guinée, du Mali, du Bénin, ce sont des cliques de l'appareil d'État qui apparaissent comme des forces révisionnistes directement liées au social-impérialisme, ou dans des mouvements de libération nationale où le social-impérialisme arrive à se greffer, à créer un courant qui lui soit tout à fait servile.

Au Sénégal, le P.A.I. (Parti Africain de l'Indépendance) a une existence relativement ancienne, avant l'indépendance. Au début des années 60, il a joué un rôle particulier. C'était alors plutôt un parti nationaliste petit-bourgeois. La marque révisionniste moderne est apparue vraiment à partir de 70 (conceptions, méthodes, politique liée au P.C.U.S., à Souslov...). Son implantation est surtout dans la petite-bourgeoisie (il est fort chez les enseignants par exemple) et une partie de l'aristocratie ouvrière. Il est absent de la campagne, il contrôle des bonzes syndicalistes et s'infiltré dans l'appareil d'État.

Il y a deux P.A.I. L'un, lié au régime et reconnu, il se réclame du «marxisme musulman» et est plutôt du genre social-démocrate (c'est celui de Majmout Diop). L'autre, non légal, mais relativement toléré, est très lié au social-impérialisme (il répand la littérature de Brejnev et Marchais à tous vents).

Son objectif: le putsch, arriver à se greffer à la vague montante du mouvement populaire et mener un coup avec l'infiltration étatique et l'intervention directe ou indirecte du social-impérialisme (nous savons qu'il est massivement aidé matériellement déjà).

La possibilité d'opérer victorieusement un putsch pro-soviétique au Sénégal peut apparaître comme des illusions, mais la situation géopolitique la renforce: le contexte sous-régional est gros d'une crise.

La question du Sahara, la Mauritanie (avec les coups d'État à répétition; la situation explosive au Mali où dans l'armée travaillent les pro-soviétiques (depuis le début des années 60, c'est l'URSS qui forme les officiers Maliens, bien que le Mali soit dominé, économiquement, par l'impérialisme français); la nouvelle voie en Guinée-Bissau où les pro-soviétiques marquent semble-t-il des points; et la situation explosive au Sénégal... Tout cela, interpellant l'impérialisme français sur plusieurs points à la fois, peut favoriser les aventures diverses.

D'autre part, autre élément favorable à cette voie, les forces démocratiques bourgeoises au Sénégal visent, on l'a vu, également au putsch. Le P.A.I. cherche d'ailleurs toutes les compromissions avec ces forces et même avec le P.D.S., en même temps qu'il travaille activement à isoler les forces marxistes-léninistes de ces forces intermédiaires.

Mais aujourd'hui, les marxistes-léninistes ont une audience relativement importante et la bourgeoisie nationale a intérêt à ce qu'ils ne soient pas écartés. C'est ce qui explique la COSU (Coordination de l'Opposition Sénégalaise Unie) où le R.N.D. est en train d'entrer et où il y a les marxistes-léninistes, les «autogestionnaires», le P.A.I. révisionniste.

On peut dire:

- l'impérialisme français est bel et bien l'impérialisme dominant dans la sous-région.

- le mode de présence soviétique constitue un danger: la question du Sahara, du Mali (armée formée par URSS et police par R.D.A.), du Sénégal avec son parti révisionniste aux aguets, de la Guinée-Bissau, de la Guinée-Conakry où les éléments pro-soviétiques n'ont pas disparu avec le rapprochement non consolidé d'ailleurs - franco-guinéen; le discrédit de l'impérialisme français et des régimes qui le représentent, le fait que la vigilance contre l'U.R.S.S. ne s'exerce pas de la même manière qu'elle s'exerce sur l'impérialisme occidental, le fait qu'il n'y a pas eu l'émergence d'une force révolutionnaire capable d'être un pôle dirigeant, même au Sénégal et en Mauritanie où semble-t-il c'est le plus développé, le tout lié au contexte international d'avancée vers les questions de la guerre... tout ceci forme des questions nouvelles et difficiles à travailler. C'est donc dans ces conditions complexes que les marxistes-léninistes doivent frayer la voie à une lutte victorieuse contre le révisionnisme.



Le social-impérialisme en actes: des officiers russes et cubains entourant un «officier révolutionnaire» Éthiopien en Érythrée.

Question du «ML»: Comment au Sénégal peut-on articuler la lutte contre l'impérialisme français et la vigilance par rapport au social-impérialisme? Est-ce déjà un thème dans les interventions de masse? Cela se concentre-t-il dans les critiques vis-à-vis du P.A.I.? Y a-t-il d'autres biais? C'est un problème central en Afrique.

Réponse: Au Sénégal, il y a eu plusieurs étapes dans l'analyse des marxistes-léninistes. Dans un premier temps, les révisionnistes étaient considérés comme incapables, car en 68 ils n'avaient pu prendre la direction du mouvement. Dans un second temps, ils ont été dénoncés comme forces opportunistes, magouillards, bureaucratiques...

Dans l'étape actuelle, il y a saisi de leur projet, un projet néo-colonial de type nouveau. Par conséquent, les contradictions qu'ils peuvent avoir, par delà leur collusion, avec le régime néo-colonial, sont pour nous de l'ordre des contradictions entre différentes cliques pro-impérialistes, l'une pro-soviétique, l'autre pro-occidentale.

Sur la base de cette analyse, depuis 2 ou 3 ans, le mouvement de critique contre le révisionnisme s'est amplifié, d'importantes victoires ont été enregistrées.

Dans les organisations de masse, c'est moins leur caractère d'agents du social-impérialisme, de «5ème colonne» que leur politique concrète qui est matière de la critique (par exemple dans le mouvement étudiant, ils ont subi des défaites importantes, ils commencent aussi à en subir dans le mouvement ouvrier tout en faisant beaucoup de mal, c'est une dialectique, en dénonçant des gens à la police...).

En même temps, au niveau des publications marxistes-léninistes, on essaye d'articuler la critique du soutien aux russes et aux fantoches Afghans à la critique du P.A.I., le fait que le P.A.I. soutienne ce qui se passe en Afghanistan comme exemple-type de lutte contre l'impérialisme, comme une «bonne indépendance», ce qui donne une idée de quelle indépendance ils veulent pour le Sénégal.

Question du «ML»: L'axe principal, c'est de dénoncer le projet interne et de voir en quoi il est néo-colonial, sans dire seulement qu'il est une «5ème colonne». C'est le cas aussi, sous d'autres formes, en France.

Réponse: Dans notre propagande politique, nous disons ouvertement que les révisionnistes sont des ennemis antagoniques qui n'ont rien à voir avec le peuple. Nous nous heurtons à des pesanteurs historiques. Au niveau des gens, il n'y a pas d'opinion de masse largement constituée sur le fait que l'U.R.S.S. est un pays impérialiste au même titre que l'impérialisme occidental.

Il y a un «crédit» au niveau des intellectuels moyens. Mais l'enthousiasme, à proprement parler, sur l'URSS s'est tassé depuis très longtemps.

Questions du «ML»: Ce n'est plus de l'enthousiasme, c'est: il «faut de toutes façons être aidés» par quelqu'un, donc plutôt avec ceux-là. C'est l'idée d'être les futurs «préfets» des soviétiques.

Réponse: C'est cela, et ce point de vue existe aussi à des degrés divers au niveau des forces nationalistes bourgeoises.

### Solidarité contre la «fermeture démocratique»:

La «fermeture démocratique» se précise, même si l'étape actuelle est ambiguë, transitoire. En même temps qu'il y a répression, il y a dosage, mais la tendance est, à ne pas en douter, le développement de la répression.

Les tâches internes sont de préserver nos forces, marquer des avancées politiques par rapport aux luttes de masse dont beaucoup sont spontanées, développer encore mieux la propagande communiste.

Sur le plan externe, il faut développer une campagne de solidarité en direction des forces marxistes-léninistes, mais aussi en direction des forces progressistes anti-impérialistes.

Dans les temps à venir, la solidarité aura de plus en plus besoin de s'exercer concrètement.

# - POLOGNE -

La situation en Pologne évolue à travers des contradictions politiques complexes.

Nous posons que l'équilibre actuel des forces ne peut durer.

Il ne le peut pas, car il y a, de fait, embryon d'un double pouvoir. Il est manifeste que le parti révisionniste polonais n'est en mesure de garder le pouvoir que s'il dispose de la collaboration permanente et active du syndicat Solidarité. Seule la collusion de ces deux forces permet de faire face à la montée du radicalisme ouvrier et populaire.

Les deux sources de ce radicalisme sont:

- la question nationale, point-cléf de tout ce qui se passe. Le parti révisionniste n'a plus d'autre argument à faire valoir que « moi ou les russes ». Le gouvernement polonais vit sur le chantage à l'invasion. Sa légitimité nationale est donc de jour en jour plus suspecte encore.

- la question de la survie. Le fiasco économique est complet, et on ne peut exclure de vastes révoltes de la faim dans les villes. C'est le prix payé à une politique dévastatrice quant aux rapports villes-campagnes, les nouveaux bourgeois du Parti ayant dû, pour maintenir leur dictature d'Etat, laisser la paysannerie à l'écart - ni collectivisme, ni capitalisme privé franc.

Dans ces conditions, la classe ouvrière, qui a mesuré depuis plus de 20 ans sa force sociale et politique, est constamment au bord de lancer des grèves et des mouvements de masse de protestation et de pression.

Lech Walesa, agent de l'Eglise catholique, politicien de la bourgeoisie classique, doit se démener sans relâche pour maintenir la force sociale ouvrière dans les limites très étroites d'un « soutien critique » au gouvernement Kania. Mais cette collaboration tactique engage des forces d'Etat en rivalité potentielle aigüe (la nouvelle bourgeoisie et l'ancienne, le parti révisionniste et l'Eglise). Elle est instable, et ne peut durablement satisfaire les russes, qui exigent un contrôle politique complet des masses polonaises.

La force tactique actuelle de la collusion Kania-Walesa tient largement à la faiblesse politique du prolétariat polonais. Force sociale et force de masse considérable (la plus considérable en Europe depuis longtemps), la classe ouvrière n'est pas autonome, n'est pas organisée, n'est pas une force alternative dirigeant D'ENSEMBLE, en particulier sur la question nationale.

Les tendances de type Kuron, très voisines de certains courants du parti Tchèque en 1968, ne nous inspirent aucune confiance. Ce trotskysme « démocratique », même (et surtout) quand il a une base de masse, n'organise que la faiblesse, sous-estime la question nationale, se trompe régulièrement d'étape et de mot d'ordre.

Le parti révisionniste et l'Eglise (l'armée ?) sont encore à ce jour les seules organisations nationales crédibles. Il est remarquable que l'Eglise ait en fait contrôlé l'inauguration du monument aux victimes ouvrières de Gdansk-70. Cette invention ouvrière étonnante a été politiquement assujettie aux manoeuvres tortueuses des anciens bourgeois. Ils y ont affirmé qu'ils incarnaient, de fait, l'aspiration nationale polonaise, et qu'eux seuls pouvaient négocier avec Kania, voire avec les russes.

Le point critique concerne à l'évidence, pour les russes, ce qui se passe dans le parti. Kania est allé à Moscou promettre qu'il tiendrait l'appareil. Mais est-ce si sûr ? Les débats du Comité Central ont fait apparaître des divisions profondes, des incertitudes politiques, une absence complète d'initiative. Des sections locales donnent des signes de désagrégation. Que deviendrait tout cela dans l'hypothèse de troubles populaires sérieux ?

N'en doutons pas: la démonstration historique d'un affaiblissement irrémédiable du parti nouveau bourgeois donnerait le signal de l'invasion russe.

La seule hypothèse de rechange dans ce cas serait celle d'un coup d'Etat intérieur, des forces de l'armée et de la police s'emparant du pouvoir. Moczar pourrait être l'homme d'une telle opération.

Ceci renvoie à la question décisive de l'armée. Décisive dans tous les cas, car la possibilité d'une résistance populaire armée à l'invasion dépend aussi de l'éventuelle décision politique de l'appareil militaire. Nous ne savons rien là-dessus.

Pour nous, la tâche internationaliste est claire:

\*\* Nous soutenons le mouvement ouvrier et populaire polonais

- contre les russes, et pour l'indépendance nationale.

- contre la nouvelle bourgeoisie au pouvoir (dénonciation de masse des privilèges, de la milice, des mouchards du parti...).

Notre soutien est complet. Nous savons que quand la question nationale est en jeu, elle se subordonne provisoirement, dans une première phase, la question de classe. Face aux russes, c'est la résistance populaire que nous soutiendrons. Face aux nouveaux bourgeois, nous sommes aux côtés de l'exigence ouvrière et populaire.

Il se peut qu'éclatent en Pologne des émeutes voire des insurrections, sans que les conditions politiques de la victoire soient réunies. Toute notre identité de marxistes nous déterminera alors à manifester que nous sommes intégralement aux côtés des ouvriers et du peuple; que notre conviction est que les masses font l'histoire; que dans ces situations héroïques, le prolétariat pose en toute hypothèse la question de sa politique et de son parti.

\*\* Nous ne cachons rien de ce que nous pensons.

Une situation divisée doit être expliquée. Il faut prendre appui sur la sympathie internationaliste pour le peuple polonais afin d'expliquer la nature de la nouvelle bourgeoisie, la nature du P.C.F., la nature du social-impérialisme.

La force sociale de la classe ouvrière polonaise doit être le point de départ d'une intense campagne sur la question nationale ET sur la question de la force politique, du parti de type nouveau.

\*\* Dans l'hypothèse d'une action militaire russe, nous réagirons aussitôt, dans l'indépendance politique la plus complète par rapport aux forces pro-américaines, voire fascistes, qui ne manqueront pas de se manifester. La défense de la politique prolétarienne et du marxisme seront à l'ordre du jour, à travers le soutien inconditionnel à la résistance populaire polonaise.

Il s'agit dès maintenant de montrer partout, spécialement dans les usines et les quartiers, que l'existence de la classe ouvrière comme force dirigeante nationale - y compris pour conquérir ou préserver l'indépendance nationale - exige l'édification du parti au feu de la lutte des classes sur deux fronts.

